

Structure de rapport sur l'application

Le format ci-dessous suit la structure de la Vision de la stratégie CITES pour 2008 à 2020¹ et a pour but de collecter des informations afin de mettre en place les indicateurs de la Vision de la stratégie.

Déclaration de la CITES sur l'avenir

Conserver la diversité biologique et contribuer à son usage durable en empêchant que toute espèce de la faune et de la flore sauvage fasse l'objet ou demeure l'objet d'une exploitation non durable du fait du commerce international, contribuant ainsi à la réduction substantielle du rythme actuel de l'appauvrissement de la diversité biologique et contribuant de manière significative à atteindre les Objectifs d'Aichi relatifs à la diversité biologique pertinents.

L'Article VIII, paragraphe 7 b) de la Convention exige que chaque Partie à la CITES soumette au Secrétariat CITES un rapport sur les mesures législatives, réglementaires et administratives adoptées dans le but d'appliquer les dispositions de la Convention.

Le format du rapport permet aux Parties de présenter l'information de manière standardisée afin qu'elle puisse être facilement rassemblée, pour atteindre trois objectifs principaux:

- i) Permettre le suivi de l'application de la Convention et son efficacité;
- ii) Faciliter l'identification des principaux accomplissements, des développements les plus importants, des tendances, écarts ou problèmes et solutions possibles; et
- iii) Fournir une base pour la prise de décisions de la Conférence des Parties et des divers organismes compétents dans les aspects techniques et de procédure.

L'information relative à la nature et à l'étendue du commerce CITES devrait être intégrée au rapport annuel (Article VIII paragraphe 7 a), tandis que le rapport prévu par l'Article VIII paragraphe 7 b) devrait se concentrer sur les mesures adoptées pour l'application de la Convention.

Le rapport doit couvrir la période indiquée dans la [résolution Conf. 11.17 \(Rev. CoP16\)](#) qui demande de soumettre le rapport au Secrétariat un an avant chaque session de la Conférence des Parties (CoP9). Le rapport est dû un an avant la CoP suivante pour que l'information puisse être compilée et que le Comité permanent puisse l'examiner avant la CoP, et pour permettre la publication des indicateurs de la Vision de la stratégie avant la CoP.

Les rapports doivent être préparés dans l'une des trois langues de travail de la Convention (anglais, français, espagnol).

Les Parties sont instamment priées de préparer et soumettre leurs rapports par voie électronique. En effet, cela facilitera l'intégration en temps voulu de l'information des Parties dans la publication des Indicateurs de la vision de la stratégie. Si les rapports ne sont soumis qu'en version papier, le Secrétariat devra trouver des ressources pour en faire des copies électroniques, ce qui n'est pas une bonne utilisation de ses ressources.

Le rapport dûment rempli doit être envoyé à:

Secrétariat CITES
International Environment House
Chemin des Anémones 11-13
CH-1219 Châtelaine, Genève
Suisse

Email: info@cites.org
Tél.: +41 (0) 22-917-81-39/40
Fax: +41 (0) 22-797-34-17

Veuillez contacter le Secrétariat à l'adresse ci-dessus si vous avez besoin de précisions supplémentaires pour préparer le rapport.

¹ <https://cites.org/fra/res/16/16-03.php>

Partie	France
Période couverte par ce rapport	2018-2020
Service préparant le rapport	Organe de gestion CITES français (Direction de l'eau et de la biodiversité au Ministère de la Transition Ecologique)
Services, organisations ou personnes y ayant contribué	<ul style="list-style-type: none"> - Organe de gestion CITES de la France – Ministère de la Transition Ecologique - Direction Générale des Douanes et Droits Indirects (DGDDI) - Autorité Scientifique CITES de la France - Muséum Nationale d'Histoire Naturelle - Office central de lutte contre les atteintes à l'environnement et à la santé publique (OCLAESP) - Office Français de la Biodiversité (OFB)

BUT 1: GARANTIR L'APPLICATION ET LE RESPECT DE LA CONVENTION ET LA LUTTE CONTRE LA FRAUDE.

Objectif 1.1 Les Parties remplissent leurs obligations découlant de la Convention par le biais de politiques, d'une législation et de procédures appropriées.

Tous les Objectifs d'Aichi pertinents pour la CITES, en particulier Objectif 2, Objectif 6, Objectif 9, Objectif 12, Objectif 17 et Objectif 18.

Indicateur 1.1.1 Le nombre de Parties classées dans la catégorie 1 dans le Projet sur les législations nationales.

1.1.1a	<p>Des politiques ou législations relatives à la CITES ont-elles été élaborées durant la période couverte par ce rapport? oui <input checked="" type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/></p> <p>Si Oui, avez-vous partagé l'information avec le Secrétariat? oui <input type="checkbox"/> non <input checked="" type="checkbox"/> Non applicable <input type="checkbox"/></p> <p>Si Non, veuillez donner des détails au Secrétariat dans ce rapport.</p> <p>Au niveau de l'Union européenne, les annexes du règlement (CE) n°338/97 du Conseil relatif à la protection des espèces de faune et de flore sauvages par le contrôle de leur commerce ont été modifiées suite à la CoP18 afin de prendre en compte les modifications des annexes de la CITES.</p> <p>Au niveau national, l'arrêté du 8 octobre 2018 fixe les règles générales de détention d'animaux d'espèces non domestiques. Cet arrêté n'est pas spécifique à la CITES mais ses dispositions concernent entre autres les espèces inscrites aux annexes A, B, C et D du règlement n°338/97.</p>
1.1.1b	<p>Votre cadre législatif permet-il d'amender facilement vos lois nationales pour refléter les changements aux annexes CITES (p. ex. pour respecter le délai de 90 jours pour l'application de lignes directrices)? oui <input type="checkbox"/> non <input checked="" type="checkbox"/></p> <p>Si Non, veuillez expliquer les contraintes rencontrées En France, les dispositions de la CITES sont rendues applicables par des règlements européens. La métropole et les départements d'Outre-Mer appliquent la CITES via le règlement (CE) n° 338/97 du Conseil relatif à la protection des espèces de faune et de flore sauvages par le contrôle de leur commerce, et ses règlements UE d'application. Ces derniers sont régulièrement révisés, notamment pour refléter les amendements des Annexes et les Résolutions décidées en CoP. Cependant, les procédures UE de comitologie imposent des délais dépassant généralement les 90 jours.</p>

Objectif 1.2 Les Parties suivent des procédures administratives transparentes, pratiques, cohérentes et d'utilisation facile, et réduisent la charge de travail administratif.

Objectif d'Aichi 3.

Indicateur 1.2.1 Le nombre de Parties ayant adopté des procédures standard transparentes pour la délivrance opportune de permis, conformément à l'Article VI de la Convention.

		oui	non	pas d'information
1.2.1a	Avez-vous des procédures standard pour les demandes et la délivrance des permis? Les procédures sont-elles disponibles publiquement?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
1.2.1b	Y a-t-il: Un système de gestion électronique des données et de délivrance des permis sur papier?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Des échanges d'informations sur les permis électroniques entre les organes de gestion de certains pays? Si Oui, veuillez établir la liste de ces pays En 2021, une connexion entre les systèmes électroniques de délivrance des permis et certificats CITES est en cours de finalisation entre la France et la Suisse. Cette connexion permettra l'échange automatique et systématique des données des documents CITES émis par ces deux Parties, y compris les données douanières, et la suppression des documents au format 'papier'.	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Des échanges d'informations sur les permis électroniques avec les organes de gestion de tous les pays?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Des échanges de données sur les permis électroniques entre les organes de gestion et les douanes? De façon systématique grâce à l'interconnexion des systèmes d'information de l'Organe de gestion et des douanes en France. Les permis sont néanmoins toujours délivrés format papier.	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Des permis électroniques utilisés pour franchir les frontières avec validation électronique par les douanes? Depuis novembre 2015, le logiciel utilisé pour valider les déclarations en douanes est connecté avec le système informatique de délivrance des documents CITES. Cela permet un suivi en temps réel de l'utilisation des permis et certificats français en frontières. Les permis sont néanmoins toujours délivrés au format papier et ces derniers sont également visés manuellement par les douanes.	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Si vous répondez 'Oui' à l'une des questions précédentes, veuillez fournir des informations sur les difficultés rencontrées et les problèmes surmontés: L'une des principales difficultés est la compatibilité des systèmes informatiques entre eux (reconnaissance des certificats de sécurité, utilisation des mêmes référentiels, mode de fonctionnement même du système, etc.). Cela demande un important travail en amont pour identifier les disparités et y pallier.			
	Dans la négative, avez-vous songé à avancer dans la voie de l'émission électronique de permis? ¹ Oui, cf. le projet d'interconnexion entre les systèmes suisse et français qui a pour objectif de supprimer le papier. Ce projet devrait être finalisé en 2021.	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

¹ La délivrance électronique de permis fait référence à la gestion électronique (sans utilisation de papier) des procédures d'octroi de permis, y compris les demandes de permis, les consultations entre l'organe de gestion et l'autorité scientifique, l'octroi de permis, la notification aux douanes et la soumission de rapports.

Si vous prévoyez de passer à la délivrance électronique de permis, veuillez expliquer ce qui vous aiderait à le faire: **Format API permettant aux Parties de mettre à jour facilement et de façon homogène les référentiels 'espèces' des différents pays.**
Système EPIX fonctionnel pour des échanges de données sécurisés et multidirectionnels.

Indicateur 1.2.2: Le nombre de Parties utilisant les procédures simplifiées de la [résolution Conf. 12.3 \(Rev. CoP16\)](#).

1.2.2a	Votre pays s'est-il doté de procédures simplifiées pour les cas suivants?	Cocher les cases pertinentes		
		oui	non	Pas d'information
	Lorsque les échantillons biologiques du type et de la taille précisés dans l'annexe 4 de la résolution Conf. 12.3 sont requis d'urgence.	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Pour la délivrance de certificats pré-Convention conformément à l' Article VII , paragraphe 2.	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Pour la délivrance de certificats d'élevage en captivité ou de reproduction artificielle conformément à l'Article VII, paragraphe 5.	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Pour la délivrance de permis d'exportation ou de certificats de réexportation, conformément à l'Article IV pour les spécimens mentionnés dans l'Article VII, paragraphe 4.	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Y a-t-il d'autres cas où un organe de gestion estime qu'une procédure simplifiée est justifiée? Si Oui, veuillez fournir des détails Délivrance de documents CITES partiellement remplis pour les exportations et réexportations de spécimens morts qui ne relèvent pas de l'Annexe I de la CITES et qui sont sans enjeu pour la conservation de l'espèce considérée (procédure simplifiée prévue à article 19 du règlement CE n°865/2006 de la Commission du 4 mai 2006). La même procédure existe pour les importations, exportation et réexportation des échantillons biologiques par des organismes préalablement agréés. La France applique également la procédure dite de l'« étiquette » prévue par la Résolution Conf. 11.15 rev. CoP12 et reprise en droit UE au chapitre XI du règlement 865/2006 susmentionné, afin de faciliter la circulation de spécimens entre institutions scientifiques dûment enregistrées.	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Objectif 1.3 La mise en œuvre de la Convention au niveau national est conforme aux décisions adoptées par la Conférence des Parties.

Tous les Objectifs d'Aichi pertinents pour la CITES, en particulier Objectif 9, Objectif 14 et Objectif 18.

Indicateur 1.3.1: Le nombre de Parties ayant mis en œuvre les rapports pertinents au titre des résolutions et décisions de la Conférence des Parties et/ou des recommandations du Comité permanent.

1.3.1a	<p>Votre pays a-t-il répondu à toutes les obligations spéciales en matières de rapports pertinentes, actives durant la période couverte par le présent rapport, y compris celles qui sont contenues dans les résolutions et décisions de la Conférence des Parties, dans les recommandations du Comité permanent et les notifications envoyées par le Secrétariat (voir [link to location on the CITES website where the reporting requirements are listed])?</p> <p>Réponses fournies à TOUTES les obligations de rapport pertinentes <input checked="" type="checkbox"/></p> <p>Réponses fournies à QUELQUES obligations de rapport pertinentes <input type="checkbox"/></p>
--------	--

	Réponses fournies à AUCUNE obligation de rapport pertinente <input type="checkbox"/> Aucune obligation spéciale de rapport applicable <input type="checkbox"/>
1.3.1b	<p>Avez-vous rencontré des difficultés durant la période couverte par le présent rapport pour appliquer des résolutions ou décisions particulières adoptées par la Conférence des Parties? oui <input checked="" type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/></p> <p>Si Oui, quelle(s) résolution(s) ou décision(s) et, pour chacune, quelles ont été/sont les difficultés rencontrées?</p> <p>Les services de contrôle CITES rencontrent des difficultés pour renseigner le rapport annuel sur le commerce illégal, car leur base de données actuelle n'est pas conçue à cet effet (pas d'enregistrement du nom scientifique de l'espèce, par exemple). Le rapportage requis au plan CITES leur impose donc une enquête spécifique suivie d'une synthèse dont l'exhaustivité n'est pas garantie. De plus, les différentes unités (Douanes, OFB, OCLAESP) peuvent être co-saisies sur des dossiers ce qui représente un risque de double comptabilité des dossiers.</p>

Objectif 1.4 Les annexes reflètent correctement les besoins de conservation des espèces.

Objectif d'Aichi 1, Objectif 12, Objectif 14 et Objectif 19.

1.4.1 Le nombre et la proportion d'espèces dont on a trouvé, notamment lors de l'examen périodique et dans les propositions d'amendements, qu'elles remplissent les critères figurant dans la résolution Conf. 9.24 ou les résolutions qui lui ont succédé.

1.4.1a	<p>Avez-vous entrepris des études pour savoir si certaines espèces bénéficieraient d'une inscription aux annexes CITES? oui <input checked="" type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/></p> <p>Si Oui, veuillez fournir un résumé ici ou un lien vers le rapport sur ces travaux (ou envoyer une copie du rapport au Secrétariat si ces travaux ne sont pas en ligne)</p> <p>La France a étudié plusieurs cas d'espèces de faune, des oiseaux, des mammifères, des araignées et des échinodermes. Le travail le plus abouti a été l'étude de trois espèces de concombre de mer, validée par l'Union Européenne et présenté sous sa délégation lors de la dernière conférence des Parties (CoP18).</p>
--------	--

Objectif 1.5 Les meilleures informations scientifiques disponibles constituent la base des avis de commerce non préjudiciable.

Objectif d'Aichi 2, Objectif 4, Objectif 5, Objectif 6, Objectif 7, Objectif 9, Objectif 12 et Objectif 14.

Indicateur 1.5.1: Le nombre d'études, enquêtes ou autres analyses entreprises par les pays d'exportation d'après les sources d'information citées dans la résolution Conf. 16.7 sur les avis de commerce non préjudiciable relatifs:

- à la situation des populations des espèces inscrites à l'Annexe II;
- aux tendances et effets du commerce sur les espèces inscrites à l'Annexe II; et
- à l'état et aux tendances des espèces de l'Annexe I présentes à l'état sauvage et à l'effet de tout plan de rétablissement.

1.5.1a	Des études, enquêtes ou autres analyses ont-elles été réalisées <u>dans votre pays</u> à propos:	oui	non	non applicable	si oui, combien ?
	- la situation des populations des espèces inscrites à l'Annexe II	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	- des tendances et effets du commerce sur les espèces de l'Annexe II	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	- de l'état et des tendances d'espèces de l'Annexe I présentes à l'état sauvage	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	- des effets de tout plan de rétablissement sur des espèces de l'Annexe I	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

	<p>Des enquêtes, études ou analyses comprenaient-elles les connaissances et le savoir-faire pertinents des communautés locales et autochtones? <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/> <input type="checkbox"/></p> <p>Si vous souhaitez partager des études de ce type, veuillez fournir:</p> <p>Résumer brièvement les résultats de l'étude, l'enquête ou autre analyse (par exemple la situation des populations, en déclin/stable/ en augmentation, taux de prélèvements, etc. ou indiquer l'URL pour du matériel de référence publié.</p> <p>Nom de l'espèce (scientifique)</p>
1.5.1b	<p>Comment les résultats de ces études, enquêtes ou autres analyses sont-ils utilisés pour établir des avis de commerce non préjudiciable (ACNP) Cocher tout ce qui s'applique</p> <p>Quotas de prélèvement ou d'exportation révisés? <input type="checkbox"/></p> <p>Interdiction des exportations <input type="checkbox"/></p> <p>Mesures nationales plus strictes <input checked="" type="checkbox"/></p> <p>Gestion de l'espèce changée <input checked="" type="checkbox"/></p> <p>Discussion avec l'organe de gestion <input checked="" type="checkbox"/></p> <p>Discussion avec d'autres acteurs <input type="checkbox"/></p> <p>Autre (veuillez fournir un bref résumé):</p>
1.5.1c	<p>Avez-vous adopté des mesures de conservation spéciales ou des plans de rétablissement pour les espèces présentes à l'état naturel et inscrites à l'Annexe I? oui <input checked="" type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/> non applicable <input type="checkbox"/> pas d'information <input type="checkbox"/></p> <p>Si Oui, veuillez résumer brièvement en incluant, si possible, une évaluation de l'impact de ces mesures</p> <p>Les plans nationaux d'actions (PNA) sont des outils stratégiques opérationnels qui visent à assurer la conservation ou le rétablissement dans un état de conservation favorable d'espèces de faune et de flore sauvages menacées.</p> <p>Tous les PNA sont disponibles sur le site du Ministère de la transition écologique et solidaire à l'adresse suivante : https://www.ecologique-solidaire.gouv.fr/plans-nationaux-dactions-en-faveur-des-especes-menacees.</p> <p>* <i>Vipera ursini</i> (nouveau PNA en préparation pour 2020-2029)</p> <p>* Tortues marines (Guadeloupe et Martinique) : <i>Caretta caretta</i> (caouanne), <i>Chelonia mydas</i> (verte), <i>Eretmochelys imbricata</i> (imbriquée), <i>Lepidochelys olivacea</i> (olivâtre), <i>Dermochelys coriacea</i> (luth) (2020-2029)</p> <p>* Tortues marines (Guyane française) : <i>Chelonia mydas</i> (verte), <i>Lepidochelys olivacea</i> (olivâtre), <i>Dermochelys coriacea</i> (luth) (2014-2023)</p> <p>* Tortues marines territoires français du sud-ouest de l'océan Indien (Mayotte, Réunion, Iles Eparses) : <i>Caretta caretta</i> (caouanne), <i>Chelonia mydas</i> (verte), <i>Eretmochelys imbricata</i> (imbriquée), <i>Lepidochelys olivacea</i> (olivâtre), <i>Dermochelys coriacea</i> (luth) (2015-2020)</p> <p>* <i>Acipenser sturio</i> (nouveau PNA en préparation pour 2020-2029)</p> <p>* <i>Lutra lutra</i> (2019-2028)</p> <p>* <i>Dugong dugon</i> (nouveau PNA en préparation à partir de 2018)</p> <p>Les mesures de conservation ou les plans de rétablissement pour ces espèces passent également par des réseaux d'aires protégées, notamment les parcs nationaux, les parcs naturels régionaux, les réserves biologiques, les parcs marins, les zones 'Natura 2000' (UE), et autres sites protégés.</p>
1.5.1d	<p>Avez-vous publié des avis de commerce non préjudiciable qui peuvent être partagés? oui <input checked="" type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/></p>

Si Oui, veuillez fournir les liens ou exemples au Secrétariat dans le présent rapport.			
1.5.1e	Quelle(s) méthode(s) parmi les suivantes (A à F du paragraphe a) x) de la résolution Conf. 16.7 utilisez-vous pour établir des avis de commerce non préjudiciable?	oui	non
	A. les publications scientifiques pertinentes concernant la biologie de l'espèce, son cycle de vie, sa distribution et ses tendances démographiques;	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	B. le détail de toute évaluation de risques écologiques réalisée;	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	C. les études scientifiques menées sur les lieux de prélèvement et dans des sites protégés contre le prélèvement ou d'autres impacts;	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	D. le savoir et l'expertise des communautés locales et autochtones;	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	E. des consultations avec des experts locaux, régionaux et internationaux compétents.	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	F. des informations sur le commerce national et international telles que celles qui sont disponibles via la base de données sur le commerce CITES tenue par le Centre mondial de surveillance continue de la conservation de la nature du PNUE (PNUE-WCMC), les publications sur le commerce, les connaissances locales sur le commerce et les enquêtes sur les ventes sur les marchés ou par Internet, par exemple.	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Indicateur 1.5.2 Le nombre de Parties ayant adopté les procédures standard pour formuler les avis de commerce non préjudiciable.

1.5.2a	<p>Disposez-vous de procédures normalisées pour formuler les avis de commerce non préjudiciable conformément à la résolution Conf. 16.7?</p> <p>Si Oui, veuillez décrire brièvement vos procédures de formulation d'avis de commerce non préjudiciable ou joignez une annexe au présent rapport, ou indiquez l'URL où l'on peut trouver l'information sur Internet</p> <p>La formulation des ACNP français se base sur les lignes directrices de la Commission Européenne sur le sujet.</p>	oui	non	pas d'information
		<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
1.5.2b	<p>Lorsque vous établissez des avis de commerce non préjudiciable, avez-vous utilisé l'une des orientations suivantes?</p> <p style="text-align: right;">Cocher tout ce qui s'applique</p> <p style="text-align: right;">Collège virtuel <input type="checkbox"/></p> <p style="text-align: right;">Liste de l'UICN <input checked="" type="checkbox"/></p> <p style="text-align: right;">Résolution Conf. 16.7 <input type="checkbox"/></p> <p style="text-align: right;">Atelier ACNP 2008 <input checked="" type="checkbox"/></p> <p style="text-align: right;">Orientations spécifiques aux espèces <input type="checkbox"/></p> <p style="text-align: right;">Autre <input checked="" type="checkbox"/></p> <p>Si vous avez répondu 'Autre' ou 'Orientations spécifiques aux espèces', veuillez donner des détails: Guide méthodologique européen</p>			
1.5.2c	À quelle fréquence votre pays révise-t-il ou modifie-t-il les avis de commerce non préjudiciable?	Au cas par cas		<input checked="" type="checkbox"/>
		Tous les ans		<input type="checkbox"/>
		Tous les deux ans		<input type="checkbox"/>
		Moins fréquemment		<input type="checkbox"/>
		Un mélange de ce qui précède		<input type="checkbox"/>

Veillez décrire les circonstances dans lesquelles des avis de commerce non préjudiciable seraient modifiés

Indicateur 1.5.3 Le nombre et la proportion de quotas d'exportation annuels fondés sur des études de population.

1.5.3a	<p>Fixez-vous des quotas annuels d'exportation?</p> <p>oui <input checked="" type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/></p> <p>Si 'Oui', fixez-vous des quotas fondés sur des études de population ou d'autres moyens? Veuillez préciser, pour chaque espèce, comment sont fixés les quotas:</p> <p>Nom de l'espèce (scientifique) Anguilla anguilla</p> <p>Études de population? <input checked="" type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/></p> <p>Autres : veuillez détailler Décision prise au niveau de l'UE</p>
1.5.3b	<p>Des quotas d'exportation annuels ont-ils été fixés à des niveaux qui garantiront une production et une consommation durables?</p> <p>oui <input checked="" type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/></p> <p>Si Oui, veuillez décrire comment elles s'inscrivent dans votre processus d'avis de commerce non préjudiciable.</p> <p>Le quota d'exportation étant fixé à zéro pour les spécimens d'Anguilla anguilla, il n'y a pas lieu de formuler des ACNP.</p>

Objectif 1.6 Les Parties coopèrent dans la gestion des ressources en espèces sauvages partagées.
Objectif d'Aichi 4, Objectif 5, Objectif 6, Objectif 7, Objectif 10, Objectif 12 et Objectif 19.

Indicateur 1.6.1: Le nombre d'accords bilatéraux et multilatéraux prévoyant spécifiquement la cogestion d'espèces CITES partagées par des États d'aires de répartition.

1.6.1a	<p>Votre pays a-t-il souscrit un accord bilatéral ou multilatéral quelconque pour la cogestion d'espèces partagées? oui <input type="checkbox"/> non <input checked="" type="checkbox"/></p> <p>Si 'Oui', veuillez fournir brièvement des détails, y compris le nom des accords et quels autres pays participent:</p> <p>Il n'existe pas de plan de cogestion d'espèces cependant plusieurs actions de coopération et de collaboration sont en place dont :</p> <p>- le Groupe de Suivi Transfrontalier de l'Ours dans les Pyrénées (GSTOP). Il coordonne des opérations de terrain, homogénéise les protocoles et partage les données de suivi de l'ours. Les relations techniques sur le suivi de la population ursine entre l'Office français de la biodiversité (OFB) et ses homologues dans les différentes communautés autonomes sont restées actives au sein du réseau qui permet chaque année de façon concertée d'indiquer à l'ensemble des parties prenantes comment la population ursine évolue en nombre et en présence géographique.</p> <p>- Participation au Groupe de travail Grands carnivores, ongulés sauvages et société de la Convention alpine (WISO) (loup, ours et lynx). https://www.alpconv.org/fr/home/organisation/organismes-de-travail-thematiques/detail/groupe-de-travail-grands-carnivores-ongules-sauvages-et-societe-wiso/</p>
--------	--

Indicateur 1.6.2 Le nombre de plans de gestion concertés, y compris les plans de rétablissement en place, pour des populations partagées d'espèces inscrites aux annexes CITES.

1.6.2a	<p>Votre pays dispose-t-il de plans de cogestion, y compris les plans de rétablissement en place pour des populations partagées d'espèces inscrites aux annexes CITES? oui <input checked="" type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/></p> <p>Si Oui, veuillez énumérer les espèces pour lesquelles ces plans sont en vigueur et fournir un lien ou une référence à un plan publié pour chaque espèce.</p> <p>Nom de l'espèce (scientifique) Lien ou référence à un plan publié</p> <p>Anguilla anguilla https://professionnels.ofb.fr/sites/default/files/pdf/PANATIONAL.pdf</p>
--------	---

Indicateur 1.6.3: Le nombre d'ateliers et autres activités de renforcement des capacités rassemblant des États d'aires de répartition pour aborder les besoins de conservation et de gestion d'espèces partagées.

1.6.3a	<p>Les autorités CITES ont-elles <i>reçu</i> ou <i>ont-elles bénéficié</i> d'une ou de plusieurs activités de renforcement de capacités dispensées par des sources externes?</p> <p>Veillez cocher les cases pour indiquer les groupes ciblés et les activités.</p>						
		Avis ou orientation fourni oralement ou par écrit	Assistance technique	Assistance financière	Formation	Autre (à spécifier)	Quelles étaient les sources externes? ¹
	Groupe ciblé						
	Personnel de l'organe de gestion	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Autres services de l'Etat impliqués dans la CITES (sensibilisation au fonctionnement de ces services et mise en place de synergies)
	Personnel de l'autorité scientifique	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Autorités scientifiques tierces
	Personnel de lutte contre la fraude	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Experts scientifiques pour l'identification d'espèce Autorité scientifique, ONG, réseau des zoos et jardins botaniques, Organe de gestion
	Négociants	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	ONG	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	Public	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	Autres : veuillez préciser	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	

¹ Prière de fournir le nom des Parties et de tout pays non-Partie impliqués.

1.6.3b	Les autorités CITES ont-elles assuré des activités de renforcement des capacités à d'autres États de l'aire de répartition?																																																						
<p>Veillez cocher les cases pour indiquer les groupes ciblés et les activités.</p>																																																							
Groupe ciblé	<table border="1"> <thead> <tr> <th data-bbox="742 235 837 459">Avis ou orientation fourni oralement ou par écrit</th> <th data-bbox="845 235 917 459">Assistance technique</th> <th data-bbox="925 235 997 459">Assistance financière</th> <th data-bbox="1005 235 1077 459">Formation</th> <th data-bbox="1085 235 1141 459">Autre (à préciser)</th> <th data-bbox="1149 235 1436 459">Détails</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td data-bbox="742 470 837 515"><input type="checkbox"/></td> <td data-bbox="845 470 917 515"><input type="checkbox"/></td> <td data-bbox="925 470 997 515"><input type="checkbox"/></td> <td data-bbox="1005 470 1077 515"><input checked="" type="checkbox"/></td> <td data-bbox="1085 470 1141 515"><input type="checkbox"/></td> <td data-bbox="1149 470 1436 515">Master BAEZA</td> </tr> <tr> <td data-bbox="742 515 837 560"><input type="checkbox"/></td> <td data-bbox="845 515 917 560"><input type="checkbox"/></td> <td data-bbox="925 515 997 560"><input type="checkbox"/></td> <td data-bbox="1005 515 1077 560"><input type="checkbox"/></td> <td data-bbox="1085 515 1141 560"><input type="checkbox"/></td> <td data-bbox="1149 515 1436 560"></td> </tr> <tr> <td data-bbox="742 560 837 817"><input type="checkbox"/></td> <td data-bbox="845 560 917 817"><input checked="" type="checkbox"/></td> <td data-bbox="925 560 997 817"><input type="checkbox"/></td> <td data-bbox="1005 560 1077 817"><input type="checkbox"/></td> <td data-bbox="1085 560 1141 817"><input checked="" type="checkbox"/></td> <td data-bbox="1149 560 1436 817">Coopération policière, échange d'informations Formation délivré par l'OCLAESP sur sollicitation de la Direction de la Coopération Internationale.</td> </tr> <tr> <td data-bbox="742 817 837 862">Négociants</td> <td data-bbox="845 817 917 862"><input type="checkbox"/></td> <td data-bbox="925 817 997 862"><input type="checkbox"/></td> <td data-bbox="1005 817 1077 862"><input type="checkbox"/></td> <td data-bbox="1085 817 1141 862"><input type="checkbox"/></td> <td data-bbox="1149 817 1436 862"></td> </tr> <tr> <td data-bbox="742 862 837 907">ONG</td> <td data-bbox="845 862 917 907"><input type="checkbox"/></td> <td data-bbox="925 862 997 907"><input type="checkbox"/></td> <td data-bbox="1005 862 1077 907"><input type="checkbox"/></td> <td data-bbox="1085 862 1141 907"><input type="checkbox"/></td> <td data-bbox="1149 862 1436 907"></td> </tr> <tr> <td data-bbox="742 907 837 952">Public</td> <td data-bbox="845 907 917 952"><input type="checkbox"/></td> <td data-bbox="925 907 997 952"><input type="checkbox"/></td> <td data-bbox="1005 907 1077 952"><input type="checkbox"/></td> <td data-bbox="1085 907 1141 952"><input type="checkbox"/></td> <td data-bbox="1149 907 1436 952"></td> </tr> <tr> <td data-bbox="742 952 837 1019">Autres Parties / Réunions internationales</td> <td data-bbox="845 952 917 1019"><input type="checkbox"/></td> <td data-bbox="925 952 997 1019"><input type="checkbox"/></td> <td data-bbox="1005 952 1077 1019"><input type="checkbox"/></td> <td data-bbox="1085 952 1141 1019"><input type="checkbox"/></td> <td data-bbox="1149 952 1436 1019"></td> </tr> <tr> <td data-bbox="742 1019 837 1332">Autres : veuillez détailler</td> <td data-bbox="845 1019 917 1332"><input type="checkbox"/></td> <td data-bbox="925 1019 997 1332"><input checked="" type="checkbox"/></td> <td data-bbox="1005 1019 1077 1332"><input type="checkbox"/></td> <td data-bbox="1085 1019 1141 1332"><input type="checkbox"/></td> <td data-bbox="1149 1019 1436 1332">OCLAESP : Coopération avec Europol et assistance de la Commission européenne (participation à la réécriture de la directive 2008/99 relative à la protection de l'environnement par le droit pénal)</td> </tr> </tbody> </table>	Avis ou orientation fourni oralement ou par écrit	Assistance technique	Assistance financière	Formation	Autre (à préciser)	Détails	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Master BAEZA	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Coopération policière, échange d'informations Formation délivré par l'OCLAESP sur sollicitation de la Direction de la Coopération Internationale.	Négociants	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		ONG	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		Public	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		Autres Parties / Réunions internationales	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		Autres : veuillez détailler	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	OCLAESP : Coopération avec Europol et assistance de la Commission européenne (participation à la réécriture de la directive 2008/99 relative à la protection de l'environnement par le droit pénal)
Avis ou orientation fourni oralement ou par écrit	Assistance technique	Assistance financière	Formation	Autre (à préciser)	Détails																																																		
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Master BAEZA																																																		
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>																																																			
<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Coopération policière, échange d'informations Formation délivré par l'OCLAESP sur sollicitation de la Direction de la Coopération Internationale.																																																		
Négociants	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>																																																			
ONG	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>																																																			
Public	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>																																																			
Autres Parties / Réunions internationales	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>																																																			
Autres : veuillez détailler	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	OCLAESP : Coopération avec Europol et assistance de la Commission européenne (participation à la réécriture de la directive 2008/99 relative à la protection de l'environnement par le droit pénal)																																																		
1.6.3c	De quelle manière collaborez-vous avec d'autres Parties à la CITES?																																																						
	<table border="1"> <thead> <tr> <th data-bbox="742 1388 821 1556">Jamais</th> <th data-bbox="829 1388 909 1556">Rarement</th> <th data-bbox="917 1388 997 1556">Parfois</th> <th data-bbox="1005 1388 1085 1556">Très souvent</th> <th data-bbox="1093 1388 1173 1556">Toujours</th> <th data-bbox="1181 1388 1436 1556">Autres détails / exemples</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td data-bbox="742 1556 821 1601"><input type="checkbox"/></td> <td data-bbox="829 1556 909 1601"><input type="checkbox"/></td> <td data-bbox="917 1556 997 1601"><input type="checkbox"/></td> <td data-bbox="1005 1556 1085 1601"><input type="checkbox"/></td> <td data-bbox="1093 1556 1173 1601"><input checked="" type="checkbox"/></td> <td data-bbox="1181 1556 1436 1601"></td> </tr> <tr> <td data-bbox="742 1601 821 1646">Échange d'information</td> <td data-bbox="829 1601 909 1646"><input type="checkbox"/></td> <td data-bbox="917 1601 997 1646"><input type="checkbox"/></td> <td data-bbox="1005 1601 1085 1646"><input type="checkbox"/></td> <td data-bbox="1093 1601 1173 1646"><input type="checkbox"/></td> <td data-bbox="1181 1601 1436 1646"></td> </tr> <tr> <td data-bbox="742 1646 821 1691">Suivi / études</td> <td data-bbox="829 1646 909 1691"><input type="checkbox"/></td> <td data-bbox="917 1646 997 1691"><input checked="" type="checkbox"/></td> <td data-bbox="1005 1646 1085 1691"><input type="checkbox"/></td> <td data-bbox="1093 1646 1173 1691"><input type="checkbox"/></td> <td data-bbox="1181 1646 1436 1691"></td> </tr> <tr> <td data-bbox="742 1691 821 1736">Gestion des habitats</td> <td data-bbox="829 1691 909 1736"><input type="checkbox"/></td> <td data-bbox="917 1691 997 1736"><input type="checkbox"/></td> <td data-bbox="1005 1691 1085 1736"><input checked="" type="checkbox"/></td> <td data-bbox="1093 1691 1173 1736"><input type="checkbox"/></td> <td data-bbox="1181 1691 1436 1736"></td> </tr> <tr> <td data-bbox="742 1736 821 1780">Gestion de l'espèce</td> <td data-bbox="829 1736 909 1780"><input type="checkbox"/></td> <td data-bbox="917 1736 997 1780"><input type="checkbox"/></td> <td data-bbox="1005 1736 1085 1780"><input type="checkbox"/></td> <td data-bbox="1093 1736 1173 1780"><input checked="" type="checkbox"/></td> <td data-bbox="1181 1736 1436 1780"></td> </tr> <tr> <td data-bbox="742 1780 821 1814">Application des lois</td> <td data-bbox="829 1780 909 1814"><input type="checkbox"/></td> <td data-bbox="917 1780 997 1814"><input type="checkbox"/></td> <td data-bbox="1005 1780 1085 1814"><input type="checkbox"/></td> <td data-bbox="1093 1780 1173 1814"><input checked="" type="checkbox"/></td> <td data-bbox="1181 1780 1436 1814"></td> </tr> <tr> <td data-bbox="742 1814 821 1848">Renforcement des capacités</td> <td data-bbox="829 1814 909 1848"><input type="checkbox"/></td> <td data-bbox="917 1814 997 1848"><input type="checkbox"/></td> <td data-bbox="1005 1814 1085 1848"><input checked="" type="checkbox"/></td> <td data-bbox="1093 1814 1173 1848"><input type="checkbox"/></td> <td data-bbox="1181 1814 1436 1848"></td> </tr> <tr> <td data-bbox="742 1848 821 1870">Autre (veuillez préciser)</td> <td data-bbox="829 1848 909 1870"></td> <td data-bbox="917 1848 997 1870"></td> <td data-bbox="1005 1848 1085 1870"></td> <td data-bbox="1093 1848 1173 1870"></td> <td data-bbox="1181 1848 1436 1870"></td> </tr> </tbody> </table>	Jamais	Rarement	Parfois	Très souvent	Toujours	Autres détails / exemples	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>		Échange d'information	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		Suivi / études	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		Gestion des habitats	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		Gestion de l'espèce	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>		Application des lois	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>		Renforcement des capacités	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		Autre (veuillez préciser)					
Jamais	Rarement	Parfois	Très souvent	Toujours	Autres détails / exemples																																																		
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>																																																			
Échange d'information	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>																																																			
Suivi / études	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>																																																			
Gestion des habitats	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>																																																			
Gestion de l'espèce	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>																																																			
Application des lois	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>																																																			
Renforcement des capacités	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>																																																			
Autre (veuillez préciser)																																																							

Objectif 1.7 Les Parties mettent en œuvre la Convention pour réduire le commerce illégal des espèces sauvages.

Objectif d'Aichi 4, Objectif 5, Objectif 6, Objectif 7, Objectif 9, Objectif 10, Objectif 12 et Objectif 19.

Indicateur 1.7.1 Le nombre de Parties ayant, ou ayant été couvertes par, ou engagées dans:

- une stratégie et/ou un plan d'action international de lutte contre la fraude;
- une coopération internationale comme par exemple un réseau international de lutte contre la fraude;
- une stratégie et/ou un plan d'action national de lutte contre la fraude; et
- une coopération nationale interagences officielle comme par exemple un comité national interagences de lutte contre la fraude.

1.7.1a	Avez-vous été, êtes-vous couverts ou engagés dans:	oui	non	pas d'information
	– une stratégie et/ou un plan d'action international de lutte contre la fraude?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	– une coopération internationale comme par exemple un réseau international de lutte contre la fraude?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	– une stratégie et/ou un plan d'action national de lutte contre la fraude?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	– une coopération nationale interagences officielle comme par exemple un comité national interagences de lutte contre la fraude?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Si vous répondez Oui à l'une de ces questions, précisez le niveau d'engagement et donnez des détails supplémentaires)				
<ul style="list-style-type: none"> • Plan d'action européen de lutte contre la fraude 				
La France met en œuvre le <i>Plan d'action de l'Union européenne contre le trafic d'espèces sauvages 2016-2020</i> publié en 2016.				
Le cycle politique de l'UE (dit EMPACT) est une plateforme adoptée par l'Union européenne en 2010 pour s'attaquer aux principales menaces que la criminalité organisée fait peser sur elle. Chaque cycle s'étend sur quatre ans et encourage la coordination et la coopération de l'ensemble des services et des acteurs concernés au niveau national et de l'UE dans certains domaines de la criminalité préalablement identifiés. Dans le cadre du cycle 2018-2021, l'OCLAESP est pilote du plan d'action opérationnel dédié à la criminalité environnementale qui est identifiée comme une menace grave au sein de l'UE.				
L'agence Europol met à la disposition des Etats membres des analystes (dit Analyst Project ou AP) dans différents domaines de la criminalité organisée. Ils collectent, croisent et partages les informations qui remontent par la messagerie SIENA. L'AP Envicrime est en charge des atteintes à l'environnement et à la santé publique.				
<ul style="list-style-type: none"> • Coopération internationale 				
La douane française, qui intègre la lutte contre le trafic d'espèces sauvages parmi ses priorités, participe à des opérations internationales (comme l'opération THUNDER 2020 coordonnée par Interpol et l'Organisation mondiale des douanes – cf. question 1.7.3 d)) et utilise les messageries sécurisées entre corps de contrôle (la messagerie SIENA d'Europol et EU-TWIX).				
Au niveau international, la France a contribué financièrement en 2019 et 2020 aux projets et initiatives de lutte contre le braconnage et le commerce illégal d'espèces sauvages du consortium ICCWC et du Fond pour l'Eléphant d'Afrique de l'UNEP.				
<ul style="list-style-type: none"> • Stratégie/Plan d'action national de lutte contre la fraude 				
En juillet 2018, la France s'est doté d'un Plan Biodiversité (https://www.ecologique-solidaire.gouv.fr/plan-biodiversite). Parmi les 90 actions qui composent ce plan, l'action 59 prévoit le renforcement de la lutte contre le trafic des espèces aux niveaux européen et international.				
<ul style="list-style-type: none"> • Coopération nationale inter agences officielles 				

Une Taskforce nationale CITES, créée après la CoP17, réunit les services français engagés dans la CITES et la lutte contre le commerce illégal d'espèces sauvages. Des réunions interservices similaires sont régulièrement organisées au plan régional par les Organes de gestion locaux.

Certains partenariats ont été formalisés entre différents corps de contrôle français (protocole d'accord Douane/OFB (ex-ONCFS) de 2011 par exemple).

Indicateur 1.7.2: Le nombre de Parties ayant un processus ou mécanisme pour évaluer leurs stratégies de lutte contre la fraude et activités de mise en œuvre de leurs stratégies.

1.7.2a	<p>Disposez-vous d'un processus ou mécanisme pour évaluer votre (vos) stratégie(s) ou vos activités de mise en œuvre de votre (vos) stratégie(s)?</p> <p>Si Oui, que faites-vous?</p> <p>Si Oui ou 'Non, mais un examen est envisagé', quels outils estimez-vous utiles?</p>	<p>oui <input type="checkbox"/></p> <p>Non, mais une étude est envisagée <input type="checkbox"/></p> <p>non <input checked="" type="checkbox"/></p> <p>pas d'information <input type="checkbox"/></p>
1.7.2b	<p>Avez-vous utilisé la Compilation d'outils pour l'analyse de la criminalité liée aux espèces sauvages et aux forêts du Consortium international de lutte contre la criminalité liée aux espèces sauvages, ou des outils équivalents?</p> <p>Si Oui, veuillez fournir des commentaires sur les parties de la Compilation que vous avez utilisées et sur l'utilité de cette Compilation ou d'autres outils équivalents. Veuillez détailler les améliorations qui pourraient y être apportées.</p> <p>Si Non, veuillez justifier ou dire quels sont les éléments qui seraient nécessaires pour que la Compilation ou d'autres outils équivalents vous soient utiles.</p> <p>Les services de contrôle effectuent leur propre analyse de risques en fonction de différents facteurs : collecte du renseignement, saisies réalisées, etc.</p>	<p>oui <input type="checkbox"/></p> <p>Non, mais l'utilisation de la Compilation d'outils est à l'étude <input type="checkbox"/></p> <p>non <input checked="" type="checkbox"/></p> <p>pas d'information <input type="checkbox"/></p>

Indicateur 1.7.3: Le nombre de Parties ayant un droit pénal et des procédures pénales, la capacité d'utiliser des techniques d'analyse scientifique et la capacité d'appliquer des techniques d'enquête spécialisée pour enquêter, poursuivre et sanctionner les infractions à la CITES.

1.7.3a	<p>Avez-vous des lois et procédures en vigueur pour enquêter, poursuivre et sanctionner toute infraction à la CITES comme un crime?</p> <p>Si Oui, veuillez donner le titre de la loi et un résumé des sanctions prévues</p> <p>La loi n° 2016-1087 du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages a augmenté notablement les sanctions, qui sont des délits s'agissant de spécimens CITES.</p> <p>L'article L. 415 du code de l'environnement prévoit 3 ans de prison et 150 000 euros d'amende en cas d'infraction simple, et 7 ans de prison et de 750 000 euros d'amende pour les infractions commises en bande organisée.</p> <p>Le code des douanes prévoit des sanctions en cas de non-respect des obligations prévus par la CITES. Toutes les infractions en matières CITES sont de nature délictuelle et réprimées à l'article 414 du code des douanes (CD) qui prévoit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une peine d'emprisonnement de trois ans - la confiscation de l'objet de fraude, des moyens de transport, des objets ayant servi à masquer la fraude, des biens et avoirs qui sont le produit direct ou indirect de l'infraction ; - une amende comprise entre une et deux fois la valeur de l'objet de fraude <p>En outre, lorsqu'ils sont commis en bande organisée, aux termes de l'alinéa 3 de l'article 414 du CD, ces faits sont passibles d'une peine d'emprisonnement portée à dix ans et d'une amende pouvant atteindre dix fois la valeur de l'objet de la fraude.</p>	<p>oui <input checked="" type="checkbox"/></p> <p>non <input type="checkbox"/></p> <p>pas d'information <input type="checkbox"/></p>
1.7.3b	<p>Les infractions pénales comme le braconnage et le trafic d'espèces sauvages sont-elles reconnues comme des infractions graves¹ dans votre pays?</p> <p>Si 'Oui', veuillez expliquer quels critères doivent être remplis pour que les infractions de braconnage ou de trafic des espèces sauvages soient traitées comme des infractions graves:</p> <p>Le transport, la mise en vente, la vente, l'achat, la détention, le prélèvement dans le milieu naturel, l'exportation et l'importation de spécimens réalisés en contravention de la réglementation constituent des délits (infractions graves). Les sanctions sont renforcées si ces infractions sont commises en bande organisée (cf. 1.7.3a).</p>	<p>oui <input checked="" type="checkbox"/></p> <p>non <input type="checkbox"/></p> <p>pas d'information <input type="checkbox"/></p>
1.7.3c	<p>Avez-vous la capacité d'utiliser une technologie d'analyse scientifique² pour soutenir les enquêtes sur des infractions à la CITES?</p> <p>La douane française dispose d'un service commun des laboratoires (SCL) d'analyse au sein de son organisation.</p> <p>Si 'Oui', veuillez fournir un bref résumé sur tous les échantillons d'espèces inscrites à la CITES prélevés et soumis à un établissement d'analyse scientifique approprié (situé dans votre pays et/ou dans un autre pays) durant la période couverte par ce rapport:</p> <p>Douanes :</p> <p>De 2018 à 2020, le service commun des laboratoires (SCL) a reçu 244 échantillons susceptibles de relever du règlement CE n°338/97 modifié relatif à la protection des espèces de faune et de flore</p>	<p>oui <input checked="" type="checkbox"/></p> <p>non <input type="checkbox"/></p> <p>pas d'information <input type="checkbox"/></p>

¹ La Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée définit une infraction grave comme un acte constituant une infraction passible d'une peine privative de liberté dont le maximum ne doit pas être inférieur à quatre ans ou d'une peine plus lourde.

² Par capacité d'utiliser des technologies d'analyse scientifique on entend la capacité de recueillir, manipuler et soumettre des échantillons prélevés sur des scènes de crime impliquant des espèces inscrites aux annexes CITES à un établissement d'analyse scientifique approprié, situé soit dans votre pays, soit dans un autre (ou d'autres) pays.

sauvages par le contrôle de leur commerce, dont 146 repris dans les annexes du règlement CE n°338/97 (60%) et 98 s'en sont révélés exclus (40%).

Parmi les produits reçus :

- 165 produits d'origine végétale. Essentiellement des bois ouvrés ou bruts, reconnus CITES à 52%. L'espèce protégée la plus rencontrée est le palissandre.

- 79 produits d'origine animale, essentiellement des ouvrages présumés en ivoire (49 dont 45 étaient en ivoire d'éléphant et 1 en ivoire de morse), mais également des poils d'éléphant, des « *Isostichopus fuscus* » (sorte de concombre de mer), du cuir de python protégé, des dents d'alligator du Mississippi.

OCLAESP :

*Analyse d'un prélèvement d'ADN de tigre, effectué dans le cadre d'une initiative de la République Tchèque

*Dans un dossier concernant une panthère volée en France et retrouvée aux Pays-Bas, l'analyse ADN a permis de confirmer qu'il s'agissait bien du même animal

* Toutefois, en matière pénale, il ne faudrait pas surévaluer les besoins aux technologies d'analyse, qui sont rarement indispensables au bon déroulement des enquêtes.

Si 'Oui' et que votre pays dispose d'un établissement d'analyse scientifique approprié pour les espèces inscrites aux annexes CITES, veuillez indiquer à quelles espèces cela s'applique:

En fonction du type de saisies effectuées, les douaniers ont recours aux laboratoires du SCL suivants :

- laboratoire de Montpellier : identification d'espèces animales (viandes) et d'insectes

- laboratoire de Strasbourg : identification des végétaux

- laboratoire de Marseille : identification des poissons

- laboratoire de Paris : identification des autres spécimens CITES, notamment sur les bois

Les laboratoires offrent une gamme variée d'analyses qui permettent aux douaniers de connaître le type de spécimens saisis :

- des examens visuels microscopiques ou macroscopiques qui permettent d'identifier un spécimen à partir de matière animale ou végétale, y compris les ouvrages constitués de ces matières et les animaux morts (bois, plantes en poudre, ivoires, coraux, etc.) ;

- des analyses physico-chimiques ;

- des techniques de biologie moléculaire (barcoding et metabarcoding) qui permettent d'extraire l'ADN du spécimen saisi et de le comparer avec des séquences de référence afin de déterminer précisément l'espèce de faune ou de flore en possession du service. Cet type de techniques est particulièrement efficace pour les plantes, les animaux (poils d'éléphant...) et les produits de la mer (anguilles, caviar, etc.).

L'OCLAESP peut avoir recours à l'Institut de recherche criminelle de la Gendarmerie nationale ou à des laboratoires privés financés sur frais de justice.

Vos autorités ont-elles participé ou lancé une(des) opération(s) d'application des lois multidisciplinaire(s)¹ ciblant des espèces inscrites aux annexes CITES durant la période couverte par le présent rapport?

oui
non
pas d'information

Si Oui, veuillez résumer brièvement, y compris les enseignements acquis qui pourraient être utiles à d'autres Parties.

Au niveau européen, le cycle politique de l'UE (lutte contre la criminalité organisée) consacre un OAP (plan d'action opérationnel) à la criminalité environnementale. Il s'agit d'un véritable outil de coopération de l'ensemble des forces répressives des Etats membres de l'UE (police, douanes, gendarmerie en France) pour s'attaquer à la criminalité organisée, par nature transfrontalière et complexe.

¹ Une opération multidisciplinaire d'application des lois fait participer des fonctionnaires de toutes les disciplines de lutte contre la fraude pertinentes, selon les besoins, par exemple des officiers de police, des douanes et des autorités de réglementation des espèces sauvages. Il peut s'agir d'une opération infranationale, nationale ou internationale.

Pilotée par la France (OCLAESP), ce plan d'action est constitué de 23 actions opérationnelles en 2020 et contribue au renforcement de l'approche pluridisciplinaire en Europe et au niveau national français (Police, douane, gendarmerie).

La France participe à 5 actions à vocation opérationnelle et concernant les thématiques suivantes :

- le renseignement et la mise en œuvre d'opérations en lien avec la pêche illégale en mer (OA 2.1)
- la lutte contre le **trafic illégal d'espèces protégées** (OA 2.2 dirigée par la France)
- la prévention et la détection de délits transfrontaliers en matière de **pollution marine** (OA 2.5 dont la France est co-leader, le leader étant Frontex)
- la mise en œuvre d'opérations et d'enquêtes concrètes en lien avec la pêche illégale en rivière (OA 2.7 dont la France est co-leader)
- la lutte contre la contrebande des **oiseaux de la région des Balkans** et le renforcement de la protection de ces espèces (OA 2.9 dont la France est co-leader).

Concernant en particulier les opérations internationales et européennes sur la thématique de la protection des espèces menacées, EUROPOL est prédominant dans les initiatives opérationnelles suivantes :

- l'opération EEL LICIT : il s'agit d'une opération dédiée à la contrebande de civelles, sous l'égide d'INTERPOL et à laquelle EUROPOL contribue via l'AP EnviCrime et l'unité économique et des biens (Economic en Property Crime Unit). En 2019, 14 Etats membres, les Etats-Unis, le Canada et l'Australie ont participé à cette opération.

- l'opération FAME : il s'agit d'une opération également dédiée à la contrebande de civelles, coordonnée par EUROPOL et réunissant 7 Etats participants (CH, CZ, DE, ES, HR, FR, PT), dont 5 administrations douanières (CH, CZ, DE, FR, HR). A noter que la participation de la France à l'opération FAME se décline au niveau national sous la mise en œuvre de l'opération LAKE. Celle-ci se démarque par une participation et coopération interministérielle associant la douane, l'OFB (office française pour la biodiversité) et la gendarmerie.

L'implication d'Interpol est également présente en matière de coopération. La douane française a participé aux **opérations THUNDER** depuis 2017 (THUNDERBIRD 2017, THUNDERSTORM de 2018, THUNDERBALL de 2019 et THUNDER 2020). Une opération THUNDER 2021 est prévue cette année (2021), pour laquelle la DGDDI est participante. La série d'opérations internationales THUNDER sur la **criminalité liée aux espèces sauvages et au bois** est coordonnées par INTERPOL, à l'initiative de son Groupe de travail sur la criminalité liée aux espèces sauvages, et par l'Organisation mondiale des douanes (OMD) en liaison avec le consortium ICCWC.

1.7.3e	Avez-vous une procédure normalisée fonctionnant entre différentes agences pour soumettre des informations relatives à des infractions à la CITES à INTERPOL et/ou à l'Organisation mondiale des douanes?	oui <input checked="" type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/> pas d'information <input type="checkbox"/>															
1.7.3f	Avez-vous des dispositions législatives pour l'un des cas suivants, pouvant être appliquées à l'enquête, la poursuite et/ou la condamnation d'infractions à la CITES, selon les besoins?	<table border="1"> <thead> <tr> <th></th> <th>oui</th> <th>non</th> <th>pas d'information</th> <th>Si oui, combien de fois ces dispositions ont été utilisées durant la période couverte par le présent rapport?</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Criminalité générale¹</td> <td><input checked="" type="checkbox"/></td> <td><input type="checkbox"/></td> <td><input type="checkbox"/></td> <td></td> </tr> <tr> <td>Infractions principales²</td> <td><input checked="" type="checkbox"/></td> <td><input type="checkbox"/></td> <td><input type="checkbox"/></td> <td></td> </tr> </tbody> </table>		oui	non	pas d'information	Si oui, combien de fois ces dispositions ont été utilisées durant la période couverte par le présent rapport?	Criminalité générale ¹	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		Infractions principales ²	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	oui	non	pas d'information	Si oui, combien de fois ces dispositions ont été utilisées durant la période couverte par le présent rapport?													
Criminalité générale ¹	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>														
Infractions principales ²	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>														

¹ Les lois sur la criminalité générale concernent des infractions telles que la fraude, la conspiration, la possession d'armes et d'autres questions énumérées dans le code pénal national.

² L'article 2, paragraphe h) de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée définit une infraction principale comme toute infraction à la suite de laquelle un produit est généré, qui est susceptible de devenir l'objet d'une infraction définie par la Convention.

	Confiscation d'avoirs ¹	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Corruption ²	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Coopération internationale en matière criminelle ³	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Criminalité organisée ⁴	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Techniques d'enquête spécialisées ⁵	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Si vous avez répondu 'Oui' à l'une des propositions qui figurent ci-dessus, veuillez expliquer comment chacune d'elles est appliquée aux infractions à la CITES? Veuillez fournir un bref résumé, comprenant tout enseignement tiré qui pourrait être utile à d'autres Parties:			
	La poursuite d'un individu pour une infraction relative à la CITES n'exclut pas que ce même individu puisse être inquiété pour une des autres infractions mentionnées, tel que la corruption. Par ailleurs, si un individu génère des profits en s'adonnant à du trafic d'espèce protégées, il sera tout à fait possible de saisir ces profits ainsi que les biens utilisés pour la commission de l'infraction. Enfin, l'article 415-3 du code de l'environnement définit les infractions concernant l'atteinte à des espèces protégées, or le CPP prévoit (article 706-73-1) que, quand elles sont commises en bande organisée ces infractions permettent de mettre en place toutes les techniques d'enquête dédiées au crime organisé.			
1.7.3g	Avez-vous la capacité institutionnelle d'appliquer les dispositions législatives énumérées dans la question 1.7.3f contre les infractions à la CITES?	oui	<input checked="" type="checkbox"/>	
		non	<input type="checkbox"/>	
		pas d'information	<input type="checkbox"/>	
	Si la réponse est 'Non', veuillez fournir un bref résumé de vos principaux besoins de renforcement des capacités:			

Indicateur 1.7.4: Le nombre de Parties ayant recours à l'évaluation des risques et au renseignement pour lutter contre le commerce illégal d'espèces inscrites aux annexes CITES.

1.7.4a	Votre pays évalue-t-il les risques pour cibler son action de lutte contre la fraude affectant la CITES?	Toujours	<input type="checkbox"/>
		Très souvent	<input checked="" type="checkbox"/>
		Parfois	<input type="checkbox"/>
		Rarement	<input type="checkbox"/>
		Jamais	<input type="checkbox"/>
		Pas d'information	<input type="checkbox"/>
1.7.4b	Avez-vous la capacité d'analyser l'information rassemblée sur le commerce illégal d'espèces inscrites aux annexes CITES?	oui	<input checked="" type="checkbox"/>
		non	<input type="checkbox"/>
		Pas d'information	<input type="checkbox"/>

¹ Confiscation: la saisie des biens obtenus par des activités criminelles afin de s'assurer que les délinquants ne bénéficient pas du produit de leur crime.

² Les dispositions contre la corruption comprennent les lois nationales d'application de la Convention des Nations Unies contre la corruption couvrant des infractions telles que la corruption de fonctionnaires, le détournement de fonds publics, le commerce d'influence et l'abus de fonctions par des fonctionnaires.

³ La coopération internationale en matière criminelle comprend la législation en vertu de laquelle une demande officielle d'assistance juridique mutuelle et/ou d'extradition d'une personne pour des poursuites criminelles peut être communiquée à un autre pays.

⁴ L'article 2, paragraphe a) de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée définit un groupe criminel organisé comme un groupe structuré de trois personnes ou plus existant depuis un certain temps et agissant de concert dans le but de commettre une ou plusieurs infractions graves ou infractions établies conformément à la présente Convention, pour en tirer, directement ou indirectement, un avantage financier ou un autre avantage matériel.

⁵ Des techniques d'enquête spécialisée sont des techniques déployées contre des infractions graves et/ou organisées lorsque les techniques d'application du droit classique ne réussissent pas à traiter de manière adéquate les activités des groupes criminels. Les exemples comprennent les livraisons surveillées et les opérations secrètes.

1.7.4c	Avez-vous recours au renseignement criminel ¹ pour les enquêtes sur le commerce illégal d'espèces inscrites aux annexes CITES?	Toujours Très souvent Parfois Rarement Jamais Pas d'information	<input type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
1.74d	Avez-vous mis en œuvre des activités du côté de l'offre pour traiter le commerce illégal d'espèces inscrites aux annexes CITES durant la période couverte par le présent rapport? L'arrêté du 16 août 2016 relatif à l'interdiction du commerce de l'ivoire d'éléphants et de la corne de rhinocéros sur le territoire national interdit notamment la mise en vente d'ivoire brut et de corne de rhinocéros brute sur le territoire national. Des activités de contrôle de l'offre ont notamment été menées sur Internet, et plus généralement sur tous les supports de mise en vente.	oui Non, mais des activités sont en préparation non pas d'information	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
1.7.4e	Avez-vous mis en œuvre des activités du côté demande pour traiter le commerce illégal d'espèces inscrites aux annexes CITES durant la période couverte par le présent rapport? L'arrêté du 16 août 2016 relatif à l'interdiction du commerce de l'ivoire d'éléphants et de la corne de rhinocéros sur le territoire national interdit notamment l'achat d'ivoire brut et de corne de rhinocéros brute sur le territoire national. La possibilité pour les enquêteurs de réaliser des enquêtes sous pseudonyme et de se faire passer pour des acheteurs est prévue par la loi n° 2016-1087 du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité.	oui Non, mais des activités sont en préparation non pas d'information	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>

Indicateur 1.7.5 : Le nombre de mesures administratives, de poursuites pénales et autres poursuites judiciaires pour des infractions relatives à la CITES.

Durant la période couverte par le présent rapport:		oui	non	pas d'information
1.7.5a	Des mesures administratives (p.ex. amendes, interdictions, suspensions) ont-elles été imposées pour des infractions relatives à la CITES? La douane impose de nombreuses amendes basées sur le code des douanes lors de la découverte de marchandises CITES (articles en ivoire, coquillages, peaux, plantes, etc.). Si Oui, veuillez indiquer combien et pour quels types d'infractions. Si disponible, joindre les détails. Ci-après des éléments statistiques pour 2019 et 2018 (2020 non disponible) donnant un ordre de grandeur des pénalités infligées (source : douanes françaises) :	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
		2019	2018	

¹ Le renseignement criminel est l'information rassemblée, analysée et diffusée en vue d'anticiper, prévenir et/ou surveiller des activités criminelles. Les exemples comprennent l'information sur des suspects potentiels détenue dans une base de données sécurisée et les déductions sur les méthodes, capacités et intentions de réseaux criminels ou d'individus spécifiques qui sont utilisées pour soutenir efficacement l'application de la loi.

Nombre de constatations - Règlement judiciaire	50	30
Total des pénalités infligées (en €)	1 451	72 202
Nombre de constatations – règlement transaction	307	380
Total des pénalités infligées (en €)	91 118	151 990

1.7.5b

Y a-t-il eu des poursuites pénales pour des infractions graves relatives à la CITES?



Si Oui, combien et pour quels types d'infractions? Si disponible, joindre les détails.

La douane ne dispose pas du suivi des poursuites pénales, mais peut présenter des cas de poursuites pénales qui font suite à des enquêtes du service d'enquêtes judiciaires des finances (SEJF) sur le trafic de civelles.

Février 2019 : le tribunal correctionnel de Nantes a prononcé deux ans de prison ferme et 30 000 € d'amende à l'encontre d'un mareyeur de Saint-Nazaire soupçonné d'être au cœur du « trafic international » de civelles entre l'estuaire de la Loire et l'Asie via le Pays basque espagnol. Sur le plan civil, les prévenus devront verser un peu plus de 300 000 € de dommages et intérêts aux associations et syndicats professionnels qui s'étaient constitués parties civiles. La seule Fédération de Loire-Atlantique de pêche et de protection du milieu aquatique recevra 110 000 € au titre du « préjudice écologique ». Un mareyeur de L'île d'Elle (Vendée) accusé d'avoir acheté des centaines de kilos d'alevins d'anguille – a lui écopé de douze mois de prison ferme, de six mois avec sursis, d'une amende de 5 000 € et d'une interdiction de pratiquer la pêche pendant cinq ans ainsi qu'une saisie du patrimoine.

Juillet 2019 : le tribunal correctionnel de Bordeaux condamne un mareyeur vendéen à deux ans de prison ferme avec mandat de dépôt et 4 000 euros d'amende douanière pour son implication dans un trafic de civelles. Il comparaît après l'interception par les douanes d'une camionnette chargée de 26 caisses, 280 kilos de civelles en tout. Le conducteur de la camionnette écope 8 mois de prison avec sursis. Un troisième homme, l'intermédiaire, ne s'est pas présenté à l'audience. Il est condamné à 16 mois de prison ferme. Un mandat d'arrêt a été lancé contre lui.

Octobre 2019 : Deux ressortissants chinois ont été condamnés par le tribunal correctionnel de Bobigny à 10 mois de prison avec sursis et 7 000 euros d'amendes douanières pour avoir participé à un trafic organisé de pibales – ou civelles (90 kg transportés dans leurs bagages)

OCLAESP : pour l'ensemble de la gendarmerie, par exemple, 34 procédures ont été relevées pour l'année 2020, essentiellement pour destruction/transport/détention illégale d'espèces protégées (dont certaines qui ne sont pas CITES).

1.7.5c

Y a-t-il eu d'autres poursuites judiciaires pour des infractions relatives à la CITES?



Si Oui, quelles infractions et quels ont été les résultats? Veuillez joindre les détails.

Détail dans les rapports annuels sur le commerce illégal.

1.7.5d	Comment ont été utilisés les spécimens confisqués?	Cocher tout ce qui s'applique
	– Renvoi au pays d'exportation	<input checked="" type="checkbox"/>
	– Jardins zoologiques et botaniques publics	<input checked="" type="checkbox"/>
	– Centres de sauvetage désignés	<input checked="" type="checkbox"/>
	– Établissements privés approuvés	<input checked="" type="checkbox"/>
	– Euthanasie	<input checked="" type="checkbox"/>
	Autres : veuillez préciser	<input type="checkbox"/>
	Avez-vous rencontré des difficultés pour l'utilisation de spécimens confisqués? Le placement des animaux vivants saisis pose parfois problème, car il faut identifier une structure autorisée, adéquate et disponible, dans des délais très courts	
	Avez-vous de bonnes pratiques que vous souhaiteriez partager avec d'autres Parties?	

Objectif 1.8 Les Parties et le Secrétariat ont des programmes de renforcement des capacités adéquats en place.

Objectif d'Aichi 1, Objectif 12 et Objectif 19.

Indicateur 1.8.1 Le nombre de Parties ayant des programmes de formation et des moyens d'information nationaux et régionaux en place pour appliquer la CITES, notamment pour formuler les avis de commerce non préjudiciable, délivrer les permis et lutter contre la fraude.

1.8.1a	<p>Votre pays dispose-t-il de ressources ou de formation sur le terrain pour: oui non</p> <p>La formulation d'avis de commerce non préjudiciable ? <input type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/></p> <p>Les fonctionnaires délivrant les permis ? <input checked="" type="checkbox"/> <input type="checkbox"/></p> <p>Les agents de lutte contre la fraude ? <input checked="" type="checkbox"/> <input type="checkbox"/></p>	
1.8.1b	<p>Le collège virtuel CITES est-il utilisé dans vos travaux de renforcement des capacités?</p> <p>Quelles améliorations pourraient être apportées en utilisant le collège virtuel pour le renforcement des capacités?</p>	<p>oui <input type="checkbox"/></p> <p>non <input checked="" type="checkbox"/></p> <p>pas d'information <input type="checkbox"/></p>
1.8.1c	<p>La Compilation d'outils pour l'analyse de la criminalité liée aux espèces sauvages et aux forêts est-elle utilisée dans les ateliers de renforcement des capacités, ou fait-elle partie de leurs programmes?</p> <p>Quelles améliorations pourraient être apportées en utilisant la Compilation d'outils de l'ICCWC pour le renforcement des capacités?</p>	<p>oui <input type="checkbox"/></p> <p>non <input checked="" type="checkbox"/></p> <p>pas d'information <input type="checkbox"/></p>

BUT 2: ASSURER LES RESSOURCES FINANCIÈRES ET LES MOYENS FINANCIERS NÉCESSAIRES POUR LE FONCTIONNEMENT ET LA MISE EN ŒUVRE DE LA CONVENTION.

Objectif 2.1 Les moyens financiers sont suffisants pour garantir le bon fonctionnement de la Convention.

Information à fournir à partir des dossiers du Secrétariat sur la gestion financière de la Convention.

Objectif 2.2 Des ressources suffisantes sont obtenues aux niveaux national et international pour garantir le respect et l'application de la Convention et la lutte contre la fraude.

[Objectif d'Aichi 1](#), [Objectif 2](#), [Objectif 3](#), [Objectif 12](#), [Objectif 19](#) et [Objectif 20](#).

Indicateur 2.2.1 Le nombre de Parties ayant un personnel spécialisé et des fonds pour les organes de gestion, les autorités scientifiques et les services de lutte contre la fraude dans le commerce des espèces sauvages.

2.2.1a	<p>Avez-vous des normes de service approuvées¹ pour votre/vos organe(s) de gestion?</p> <p style="text-align: right;">oui <input checked="" type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/></p> <p>Si Non, veuillez passer à la Question 2.2.1d. Si Oui, pour quels services sont ces normes et quelles sont ces normes?</p> <p>Le règlement (CE) n° 865/2006 de la Commission du 4 mai 2006 portant modalités d'application du règlement (CE) n° 338/97 du Conseil relatif à la protection des espèces de faune et de flore sauvages par le contrôle de leur commerce, prévoit dans son article 8 point 3 : « Les organes de gestion décident de la délivrance des permis et des certificats dans le mois qui suit la date de présentation d'une demande complète. ».</p> <p>Si Oui, avez-vous des objectifs de rendement pour ces normes??</p> <p>Si Oui, quels sont vos objectifs de rendement?</p> <p>L'objectif est que les dossiers soient traités dans des délais compatibles avec les impératifs des entreprises et, en tout état de cause, dans le mois suivant la réception d'un dossier complet.</p> <p>Publiez-vous vos rendements pour les objectifs des normes de service?</p> <p style="text-align: right;">oui <input type="checkbox"/> non <input checked="" type="checkbox"/></p> <p>Si possible, veuillez indiquer votre rendement par rapport aux normes de service durant la période couverte par le présent rapport:</p> <p>Si vous n'avez pas atteint vos objectifs de rendement, est-ce le résultat:</p> <table style="width: 100%; border: none;"> <tr> <td></td> <td style="text-align: right;">oui</td> <td style="text-align: right;">non</td> </tr> <tr> <td>– à la disponibilité du financement?</td> <td style="text-align: center;"><input type="checkbox"/></td> <td style="text-align: center;"><input checked="" type="checkbox"/></td> </tr> <tr> <td>– au nombre d'effectifs?</td> <td style="text-align: center;"><input type="checkbox"/></td> <td style="text-align: center;"><input checked="" type="checkbox"/></td> </tr> <tr> <td>– de compétences insuffisantes?</td> <td style="text-align: center;"><input type="checkbox"/></td> <td style="text-align: center;"><input checked="" type="checkbox"/></td> </tr> </table> <p>Si vous avez répondu Oui à compétences insuffisantes, de quelles compétences supplémentaires auriez-vous besoin?</p>		oui	non	– à la disponibilité du financement?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	– au nombre d'effectifs?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	– de compétences insuffisantes?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
	oui	non											
– à la disponibilité du financement?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>											
– au nombre d'effectifs?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>											
– de compétences insuffisantes?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>											
2.2.1b	<p>Avez-vous des normes de service approuvées⁴⁷ pour votre/vos autorité(s) scientifique(s)?</p> <p style="text-align: right;">oui <input checked="" type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/></p> <p>Si Non, veuillez passer à la Question 2.2.1d. Si Oui, pour quels services sont ces normes et quelles sont ces normes?</p>												

¹ Par exemple, un calendrier dans lequel vous devez réagir à une décision d'émettre ou de ne pas émettre un permis, un certificat ou un certificat de réexportation.

² Par exemple, 85% de toutes les décisions se prendront dans le contexte des normes de service.

	<p>L'Autorité Scientifique française applique les normes, obligations et méthodologies imposées par l'UE via son règlement (CE) n° 338/97</p> <p>Si Oui, avez-vous des objectifs de rendement pour ces normes⁴⁸? Si Oui, quels sont vos objectifs de rendement?</p> <p>Les délais les plus rapides possible, tenant compte que certaines expertises doivent être partagées avec les partenaires de l'Union européenne</p> <p>Si possible, veuillez fournir votre rendement par rapport à ces normes de service durant la période couverte par le présent rapport:</p> <p>Si vous n'avez pas atteint vos objectifs de rendement, est-ce le résultat:</p> <ul style="list-style-type: none"> – à la disponibilité du financement? – au nombre d'effectifs? – de compétences insuffisantes? <p>Si vous avez répondu 'Oui' à compétences insuffisantes, de quelles compétences supplémentaires auriez-vous besoin?</p>	<p>oui <input checked="" type="checkbox"/></p> <p>non <input type="checkbox"/></p> <p>oui <input type="checkbox"/></p> <p>non <input checked="" type="checkbox"/></p> <p>oui <input type="checkbox"/></p> <p>non <input checked="" type="checkbox"/></p> <p>oui <input type="checkbox"/></p> <p>non <input checked="" type="checkbox"/></p>
2.2.1c	<p>Avez-vous des normes de service approuvées⁴⁷ pour votre/vos autorité(s) chargées de la lutte contre la fraude? Si Non, veuillez passer à la Question 2.2.1d. Si Oui, pour quels services sont ces normes et quelles sont ces normes?</p> <p>Le règlement (CE) n°338/97 du Conseil du 9 décembre 1996 relatif à la protection des espèces de faune et flore sauvages par le contrôle de leur commerce prévoit dans son article 14 le rôle des services de contrôle :</p> <p>« a) Les autorités compétentes des Etats membres contrôlent le respect des dispositions du présent règlement b) Si, à un moment donné, les autorités compétentes ont des raisons de penser que ces dispositions ne sont pas respectées, elles prennent les mesures nécessaires pour imposer le respect desdites dispositions ou entreprendre une action en justice c) Les Etats membres informent la Commission et, pour ce qui concerne les espèces inscrites aux annexes de la convention, le secrétariat de la convention, de toute mesure prise par les autorités compétentes eu égard aux infractions graves au présent règlement, y compris des saisies et des confiscations ».</p> <p>Si Oui, avez-vous des objectifs de rendement pour ces normes⁴⁸? Si Oui, quels sont vos objectifs de rendement?</p> <p>Si possible, veuillez fournir votre rendement par rapport à ces normes de service durant la période couverte par le présent rapport:</p> <p>Si vous n'avez pas atteint vos objectifs de rendement, est-ce le résultat:</p> <ul style="list-style-type: none"> – à la disponibilité du financement? – au nombre d'effectifs? – de compétences insuffisantes? 	<p>oui <input checked="" type="checkbox"/></p> <p>non <input type="checkbox"/></p> <p>oui <input type="checkbox"/></p> <p>non <input checked="" type="checkbox"/></p> <p>Les résultats des saisies sont transmis chaque année au Secrétariat CITES via l'organe de gestion CITES</p> <p>oui <input type="checkbox"/></p> <p>non <input checked="" type="checkbox"/></p> <p>oui <input type="checkbox"/></p> <p>non <input type="checkbox"/></p> <p>oui <input type="checkbox"/></p> <p>non <input type="checkbox"/></p>

	Si vous avez répondu 'Oui' à compétences insuffisantes, de quelles compétences supplémentaires auriez-vous besoin?																
2.2.1d	<p>Veillez ne répondre à cette question que si vous avez répondu 'Non' à la première partie de la question 2.2.1a, 2.2.1b ou 2.2.1c concernant l'existence de normes de service approuvées pour vos autorités:</p> <p>Pour que vos autorités puissent fonctionner efficacement avez-vous assez de?</p> <table border="1" data-bbox="300 398 1423 600"> <thead> <tr> <th data-bbox="300 398 523 472"></th> <th data-bbox="523 398 820 472">Organe(s) de gestion?</th> <th data-bbox="820 398 1131 472">Autorité(s) scientifiques?</th> <th data-bbox="1131 398 1423 472">Autorité(s) de lutte contre la fraude</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td data-bbox="300 472 523 517">Financement</td> <td data-bbox="523 472 820 517">oui <input type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/></td> <td data-bbox="820 472 1131 517">oui <input type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/></td> <td data-bbox="1131 472 1423 517">oui <input type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/></td> </tr> <tr> <td data-bbox="300 517 523 562">Personnel</td> <td data-bbox="523 517 820 562">oui <input type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/></td> <td data-bbox="820 517 1131 562">oui <input type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/></td> <td data-bbox="1131 517 1423 562">oui <input type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/></td> </tr> <tr> <td data-bbox="300 562 523 600">Compétences?</td> <td data-bbox="523 562 820 600">oui <input type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/></td> <td data-bbox="820 562 1131 600">oui <input type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/></td> <td data-bbox="1131 562 1423 600">oui <input type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/></td> </tr> </tbody> </table>		Organe(s) de gestion?	Autorité(s) scientifiques?	Autorité(s) de lutte contre la fraude	Financement	oui <input type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/>	oui <input type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/>	oui <input type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/>	Personnel	oui <input type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/>	oui <input type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/>	oui <input type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/>	Compétences?	oui <input type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/>	oui <input type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/>	oui <input type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/>
	Organe(s) de gestion?	Autorité(s) scientifiques?	Autorité(s) de lutte contre la fraude														
Financement	oui <input type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/>	oui <input type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/>	oui <input type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/>														
Personnel	oui <input type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/>	oui <input type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/>	oui <input type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/>														
Compétences?	oui <input type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/>	oui <input type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/>	oui <input type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/>														

Indicateur 2.2.2: Le nombre de Parties ayant entrepris au moins l'une des activités

- la modification du budget des activités;
- l'engagement de plus de personnel;
- la mise au point d'outils d'application;
- l'achat d'équipements techniques pour l'application, le suivi ou la lutte contre la fraude.

2.2.2a	L'une des activités suivantes a-t-elle été entreprise durant la période couverte par le présent rapport pour renforcer l'efficacité de l'application de la CITES au niveau national?				Cocher tout ce qui s'applique
	Engagement de personnel				<input type="checkbox"/>
	la mise au point des outils d'application;				<input checked="" type="checkbox"/>
	Achat d'équipements techniques pour l'application, le suivi ou l'application				<input checked="" type="checkbox"/>
Autres : veuillez détailler					
2.2.2b	Durant la période couverte par le présent rapport, le budget de votre/vos:	a augmenté	est resté stable	a diminué	
	Organe(s) de gestion?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	Autorité(s) scientifique(s)?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	Autorités de lutte contre la fraude	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
2.2.2c	Avez-vous pu utiliser l'aide financière au développement international pour augmenter les capacités d'application de votre/vos	oui	non	non applicable	
	Organe(s) de gestion?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
	Autorité(s) scientifique(s)?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
	Autorités de lutte contre la fraude	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
2.2.2d	Quel est le degré respectif de priorité pour améliorer l'efficacité de l'application de la CITES au niveau national, par les activités suivantes ?				
	Activité	Élevé	Moyen	Faible	N'est pas une priorité
	Engagement de personnel	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Mise au point des outils d'application	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Achat de nouveaux équipements pour l'application, la surveillance continue et la lutte contre la fraude	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Permis électroniques	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Autres: veuillez détailler	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
2.2.2e	Avez-vous un système opérationnel (p. ex., base de données électronique) pour la gestion	oui	En préparation	non	
	Information sur les espèces	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	Information sur le commerce	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	Les avis de commerce non préjudiciable	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	

Indicateur 2.2.3 Le nombre de Parties collectant des fonds pour l'application de la CITES par des frais aux utilisateurs ou autres mécanismes.

2.2.3a	<p>L'organe de gestion impose-t-il des droits pour: L'organe de gestion n'impose aucune taxe ou redevance.</p> <ul style="list-style-type: none"> – Procédures administratives <input type="checkbox"/> – Délivrance de documents CITES (p.ex. importation, exportation, réexportation ou introduction en provenance de la mer) <input type="checkbox"/> – Dédouanement des envois (p.ex. pour les importations, exportations, réexportations ou introductions en provenance de la mer d'espèces inscrites aux annexes CITES) <input type="checkbox"/> – Licences ou enregistrement des établissements produisant des espèces CITES <input type="checkbox"/> – Prélèvement d'espèces CITES <input type="checkbox"/> – Utilisation d'espèces CITES <input type="checkbox"/> – Affectation de quotas à des espèces CITES <input type="checkbox"/> <p>Autres : veuillez détailler <input type="checkbox"/></p>	<p>Cocher tout ce qui s'applique</p>
2.2.3b	<p>Un barème des droits est-il publié? Non applicable Si Oui, veuillez fournir un lien internet ou une copie du barème au Secrétariat.</p>	<p>oui <input type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/></p>
2.2.3c	<p>Les recettes des droits ont-elles été utilisées pour l'application de la CITES ou pour la conservation des espèces sauvages? Non applicable</p>	<p>Entièrement <input type="checkbox"/> Partiellement <input type="checkbox"/> Pas du tout <input type="checkbox"/> Non pertinent <input type="checkbox"/></p>
2.2.3d	<p>Non applicable</p> <p>Des fonds sont-ils collectés pour la gestion de la CITES en facturant des droits aux utilisateurs? <input type="checkbox"/></p> <p>Les recettes couvrent-elles entièrement les coûts de la délivrance des permis? <input type="checkbox"/></p> <p>Existe-t-il des études de cas sur la perception et l'utilisation de ces fonds? <input type="checkbox"/></p> <p>Si vous avez répondu 'Oui' à l'une des propositions ci-dessus, veuillez expliquer brièvement:</p> <p>Existe-t-il des mécanismes innovants pour collecter des fonds pour l'application de la CITES? <input type="checkbox"/></p> <p>Si Oui, veuillez expliquer brièvement:</p>	<p>oui non</p> <p><input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/></p> <p><input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/></p> <p><input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/></p> <p><input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/></p>

Indicateur 2.2.4 Le nombre de Parties employant des mesures d'incitation pour l'application de la Convention.

2.2.4a	<p>Employez-vous des mesures d'incitation¹ telles que celles qui sont décrites dans le document CoP14 Doc 14.32 pour appliquer la Convention? ou/inon</p> <p>Diligence raisonnable <input checked="" type="checkbox"/> <input type="checkbox"/></p> <p>Mécanismes compensatoires <input type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/></p> <p>Certification <input checked="" type="checkbox"/> <input type="checkbox"/></p> <p>Droits de propriété communaux <input type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/></p> <p>Mise à l'encan des quotas <input type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/></p> <p>Recouvrement des coûts ou taxes environnementales <input type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/></p> <p>Incitations en matière de lutte contre la fraude <input type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/></p> <p>Si vous avez répondu 'Oui' à l'une des propositions ci-dessus, ou si vous utilisez d'autres mesures, veuillez fournir un résumé ou des liens vers d'autres informations:</p> <p>Concernant la diligence raisonnable, toutes les demandes de documents CITES sont centralisées sur une seule et même plateforme en ligne (e-permitting system) et les délais d'obtention et de refus de ces documents sont d'un mois maximum à réception d'un dossier de demande complet.</p> <p>Concernant la certification, la plupart des Organes de gestion locaux sont sous assurance qualité (certification ISO 9001).</p>
2.2.4b	<p>Avez-vous éliminé les mesures d'incitation préjudiciables à la biodiversité? Pas du tout <input type="checkbox"/></p> <p>Nous n'avons pas connaissance de l'existence de telles mesures en France</p> <p>Très peu <input type="checkbox"/></p> <p>Un peu <input type="checkbox"/></p> <p>Complètement <input type="checkbox"/></p>

Objectif 2.3 Des ressources suffisantes sont obtenues aux niveaux national et international pour réaliser des programmes de renforcement des capacités.
[Objectif d'Aichi 12](#), [Objectif 19](#) et [Objectif 20](#).

Indicateur 2.3.1 Le nombre d'activités de renforcement des capacités demandées dans les résolutions et les décisions ayant été pleinement financées.

2.3.1a	<p>Combien d'activités de formation et de renforcement des capacités² avez-vous organisées durant la période couverte par le présent rapport?</p> <table style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <thead> <tr> <th style="width: 50%;"></th> <th style="width: 25%; text-align: center;">Sans assistance du Secrétariat</th> <th style="width: 25%; text-align: center;">Réalisées par le Secrétariat ou avec son assistance</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td style="text-align: right;">Aucune</td> <td style="text-align: center;"><input type="checkbox"/></td> <td style="text-align: center;"><input type="checkbox"/></td> </tr> <tr> <td style="text-align: right;">1</td> <td style="text-align: center;"><input type="checkbox"/></td> <td style="text-align: center;"><input type="checkbox"/></td> </tr> <tr> <td style="text-align: right;">2-5</td> <td style="text-align: center;"><input type="checkbox"/></td> <td style="text-align: center;"><input type="checkbox"/></td> </tr> <tr> <td style="text-align: right;">6-10</td> <td style="text-align: center;"><input checked="" type="checkbox"/></td> <td style="text-align: center;"><input type="checkbox"/></td> </tr> <tr> <td style="text-align: right;">11-20</td> <td style="text-align: center;"><input type="checkbox"/></td> <td style="text-align: center;"><input type="checkbox"/></td> </tr> <tr> <td style="text-align: right;">Plus de 20</td> <td style="text-align: center;"><input type="checkbox"/></td> <td style="text-align: center;"><input type="checkbox"/></td> </tr> </tbody> </table> <p>Veuillez détailler les résolutions ou décisions impliquées</p>		Sans assistance du Secrétariat	Réalisées par le Secrétariat ou avec son assistance	Aucune	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	1	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	2-5	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	6-10	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	11-20	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Plus de 20	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Sans assistance du Secrétariat	Réalisées par le Secrétariat ou avec son assistance																				
Aucune	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>																				
1	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>																				
2-5	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>																				
6-10	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>																				
11-20	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>																				
Plus de 20	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>																				

¹ Définies comme 'Incitations sociales et économiques encourageant et régulant la gestion durable et le commerce responsable de la flore et de la faune sauvages et encourageant l'application efficace de la Convention'. L'intention de ces mesures n'est pas de promouvoir le commerce des espèces sauvages en tant que tel mais de veiller à ce que tout commerce des espèces sauvages soit durable.

² Une activité pourrait être une seule journée de formation, p. ex., pour un groupe du personnel de l'organe de gestion ou un cours/projet plus long entrepris par une personne.

2.3.1b	<p>Quels types d'activités de renforcement des capacités ont eu lieu?</p> <p>L'organe de gestion organise plusieurs sessions de formation par an sur la CITES à destination des organes de gestion locaux en région, dont notamment une formation d'une semaine « prise de poste ». Une session de formation est également organisée à destination d'un secteur professionnel selon l'actualité et les besoins (ex : maisons de vente d'antiquités).</p> <p>Sur les trois années l'ensemble des agents des douanes ont bénéficié d'une formation initiale relative à la CITES. Ces modules sont composés d'enseignement magistraux et de travaux dirigés.</p> <p>Pour la formation continue, un stage d'une semaine spécifiquement dédié aux trafics CITES est proposée chaque année aux agents des douanes. Par ailleurs, les agents des douanes peuvent bénéficier de formations organisées au plan local par des formateurs occasionnels. Ils ont également accès à un module de formation en ligne.</p>																																																														
2.3.1c	<p>Quels sont vos besoins en matière de renforcement des capacités?</p> <p>Veuillez cocher les cases qui s'appliquent afin d'indiquer quel groupe cible et quelle activité.</p> <table border="1" data-bbox="268 629 1444 1818"> <thead> <tr> <th data-bbox="268 629 730 913">Groupe ciblé</th> <th data-bbox="730 629 836 913">Avis ou orientation fourni oralement ou par écrit</th> <th data-bbox="836 629 911 913">Assistance technique</th> <th data-bbox="911 629 1002 913">Assistance financière</th> <th data-bbox="1002 629 1077 913">Formation</th> <th data-bbox="1077 629 1129 913">Autre (à spécifier)</th> <th data-bbox="1129 629 1444 913">Détails</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td data-bbox="268 913 730 1173">Personnel de l'organe de gestion</td> <td data-bbox="730 913 836 1173"><input type="checkbox"/></td> <td data-bbox="836 913 911 1173"><input type="checkbox"/></td> <td data-bbox="911 913 1002 1173"><input type="checkbox"/></td> <td data-bbox="1002 913 1077 1173"><input checked="" type="checkbox"/></td> <td data-bbox="1077 913 1129 1173"><input type="checkbox"/></td> <td data-bbox="1129 913 1444 1173">Besoin de formation permanent. 3 sessions de formations organisées par an par l'Organe de gestion national pour les Organes de gestion locaux</td> </tr> <tr> <td data-bbox="268 1173 730 1279">Personnel de l'autorité scientifique</td> <td data-bbox="730 1173 836 1279"><input type="checkbox"/></td> <td data-bbox="836 1173 911 1279"><input type="checkbox"/></td> <td data-bbox="911 1173 1002 1279"><input type="checkbox"/></td> <td data-bbox="1002 1173 1077 1279"><input checked="" type="checkbox"/></td> <td data-bbox="1077 1173 1129 1279"><input type="checkbox"/></td> <td data-bbox="1129 1173 1444 1279">Besoin de formation permanent des experts scientifiques</td> </tr> <tr> <td data-bbox="268 1279 730 1442">Personnel de lutte contre la fraude</td> <td data-bbox="730 1279 836 1442"><input type="checkbox"/></td> <td data-bbox="836 1279 911 1442"><input type="checkbox"/></td> <td data-bbox="911 1279 1002 1442"><input type="checkbox"/></td> <td data-bbox="1002 1279 1077 1442"><input checked="" type="checkbox"/></td> <td data-bbox="1077 1279 1129 1442"><input type="checkbox"/></td> <td data-bbox="1129 1279 1444 1442">Besoin de formation permanent, des sessions de formation CITES sont proposés aux agents des douanes.</td> </tr> <tr> <td data-bbox="268 1442 730 1702">Commerçants / autres groupes d'utilisateurs</td> <td data-bbox="730 1442 836 1702"><input type="checkbox"/></td> <td data-bbox="836 1442 911 1702"><input type="checkbox"/></td> <td data-bbox="911 1442 1002 1702"><input type="checkbox"/></td> <td data-bbox="1002 1442 1077 1702"><input checked="" type="checkbox"/></td> <td data-bbox="1077 1442 1129 1702"><input type="checkbox"/></td> <td data-bbox="1129 1442 1444 1702">Besoin de formation permanent. Une session de formation organisée par an par l'Organe de gestion national pour les filières professionnelles concernées.</td> </tr> <tr> <td data-bbox="268 1702 730 1753">ONG</td> <td data-bbox="730 1702 836 1753"><input type="checkbox"/></td> <td data-bbox="836 1702 911 1753"><input type="checkbox"/></td> <td data-bbox="911 1702 1002 1753"><input type="checkbox"/></td> <td data-bbox="1002 1702 1077 1753"><input type="checkbox"/></td> <td data-bbox="1077 1702 1129 1753"><input type="checkbox"/></td> <td data-bbox="1129 1702 1444 1753"></td> </tr> <tr> <td data-bbox="268 1753 730 1805">Public</td> <td data-bbox="730 1753 836 1805"><input type="checkbox"/></td> <td data-bbox="836 1753 911 1805"><input type="checkbox"/></td> <td data-bbox="911 1753 1002 1805"><input type="checkbox"/></td> <td data-bbox="1002 1753 1077 1805"><input type="checkbox"/></td> <td data-bbox="1077 1753 1129 1805"><input type="checkbox"/></td> <td data-bbox="1129 1753 1444 1805"></td> </tr> <tr> <td data-bbox="268 1805 730 1818">Autres: veuillez détailler</td> <td data-bbox="730 1805 836 1818"><input type="checkbox"/></td> <td data-bbox="836 1805 911 1818"><input type="checkbox"/></td> <td data-bbox="911 1805 1002 1818"><input type="checkbox"/></td> <td data-bbox="1002 1805 1077 1818"><input type="checkbox"/></td> <td data-bbox="1077 1805 1129 1818"><input type="checkbox"/></td> <td data-bbox="1129 1805 1444 1818"></td> </tr> </tbody> </table>							Groupe ciblé	Avis ou orientation fourni oralement ou par écrit	Assistance technique	Assistance financière	Formation	Autre (à spécifier)	Détails	Personnel de l'organe de gestion	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Besoin de formation permanent. 3 sessions de formations organisées par an par l'Organe de gestion national pour les Organes de gestion locaux	Personnel de l'autorité scientifique	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Besoin de formation permanent des experts scientifiques	Personnel de lutte contre la fraude	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Besoin de formation permanent, des sessions de formation CITES sont proposés aux agents des douanes.	Commerçants / autres groupes d'utilisateurs	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Besoin de formation permanent. Une session de formation organisée par an par l'Organe de gestion national pour les filières professionnelles concernées.	ONG	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		Public	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>		Autres: veuillez détailler	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Groupe ciblé	Avis ou orientation fourni oralement ou par écrit	Assistance technique	Assistance financière	Formation	Autre (à spécifier)	Détails																																																									
Personnel de l'organe de gestion	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Besoin de formation permanent. 3 sessions de formations organisées par an par l'Organe de gestion national pour les Organes de gestion locaux																																																									
Personnel de l'autorité scientifique	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Besoin de formation permanent des experts scientifiques																																																									
Personnel de lutte contre la fraude	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Besoin de formation permanent, des sessions de formation CITES sont proposés aux agents des douanes.																																																									
Commerçants / autres groupes d'utilisateurs	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Besoin de formation permanent. Une session de formation organisée par an par l'Organe de gestion national pour les filières professionnelles concernées.																																																									
ONG	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>																																																										
Public	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>																																																										
Autres: veuillez détailler	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>																																																										

BUT 3: CONTRIBUER À UNE RÉDUCTION SUBSTANTIELLE DU RYTHME DE L'APPAUVRISSMENT DE LA DIVERSITÉ BIOLOGIQUE ET À LA RÉALISATION DES BUTS ET OBJECTIFS PERTINENTS AGRÉÉS AU PLAN MONDIAL EN GARANTISSANT QUE LA CITES

ET LES AUTRES INSTRUMENTS ET PROCESSUS MULTILATÉRAUX SOIENT COHÉRENTS ET SE RENFORCENT MUTUELLEMENT.

Objectif 3.1 La coopération entre la CITES et les mécanismes financiers internationaux et les autres institutions apparentées est renforcée afin d'appuyer les projets de conservation et de développement durable liés à la CITES, sans diminuer le financement des activités prioritaires actuelles.
 Objectif d'Aichi 2 et Objectif 20.

Indicateur 3.1.1 Le nombre de Parties ayant reçu des fonds de mécanismes de financement internationaux et autres institutions apparentées pour réaliser des activités comportant des éléments de conservation et de développement durable touchant à la CITES.

3.1.1a	Des fonds provenant de mécanismes de financement internationaux et autres institutions apparentées pour réaliser des activités comportant des éléments de conservation et de développement durable touchant à la CITES ont-ils été utilisés? Si Oui, veuillez expliquer brièvement: Pour l'OCLAESP : le Fond de Sécurité Intérieur « AMBITUS » de lutte contre la criminalité environnementale	oui <input checked="" type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/> non applicable <input type="checkbox"/> pas d'information <input type="checkbox"/>	
3.1.1b	Durant la période couverte par le présent rapport, des mécanismes de financement internationaux et d'autres institutions connexes ont-ils fourni un financement à votre pays: (réponse pour l'OCLAESP)	augmenté <input checked="" type="checkbox"/> resté stable <input type="checkbox"/> diminué <input type="checkbox"/>	

Indicateur 3.1.2: Le nombre de pays et d'institutions ayant fourni des fonds supplémentaires des autorités CITES à un autre pays ou une autre activité pour des projets de conservation et de développement durable afin de contribuer aux objectifs de la Convention.

3.1.2a	<p>Une assistance technique ou financière à un ou d'autres pays a-t-elle été fournie en rapport avec la CITES?</p> <p>oui <input checked="" type="checkbox"/></p> <p>non <input type="checkbox"/></p> <p>pas d'information <input type="checkbox"/></p> <p>Contribution à hauteur de 100 000 euros (50 000 € en 2019, 50 000 € en 2020) à l'International Consortium on Combating Wildlife Crime (ICWC), dont l'une des missions est d'assister les États volontaires dans l'élaboration, la consolidation et/ou la mise en place de leur réglementation de lutte contre le trafic d'espèces protégées.</p> <p>Contribution à hauteur de 100 000 euros (50 000 € en 2019, 50 000 € en 2020) au Fonds pour l'Elephant d'Afrique. Ce Fonds a été créé en 2011, suite à une Conférence des Parties à la CITES et il est hébergé par le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE). Il a pour fonction de soutenir la mise en œuvre d'un Plan d'action pour l'éléphant d'Afrique global qui a été adopté en 2010 par les 38 Etats de l'aire de répartition de l'éléphant d'Afrique.</p>																																																													
	<p>Dans l'affirmative, veuillez cocher les cases indiquant le type d'assistance fourni.</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th>Pays</th> <th>Gestion de l'espèce¹</th> <th>Gestion des habitats²</th> <th>Utilisation durable</th> <th>Application des lois</th> <th>Moyens de subsistance</th> <th>Autre (à spécifier)</th> <th>Détails (veuillez fournir davantage d'information en annexe, si nécessaire)</th> </tr> </thead> <tbody> <tr><td></td><td><input type="checkbox"/></td><td><input type="checkbox"/></td><td><input type="checkbox"/></td><td><input type="checkbox"/></td><td><input type="checkbox"/></td><td><input type="checkbox"/></td><td></td></tr> <tr><td></td><td><input type="checkbox"/></td><td><input type="checkbox"/></td><td><input type="checkbox"/></td><td><input type="checkbox"/></td><td><input type="checkbox"/></td><td><input type="checkbox"/></td><td></td></tr> <tr><td></td><td><input type="checkbox"/></td><td><input type="checkbox"/></td><td><input type="checkbox"/></td><td><input type="checkbox"/></td><td><input type="checkbox"/></td><td><input type="checkbox"/></td><td></td></tr> <tr><td></td><td><input type="checkbox"/></td><td><input type="checkbox"/></td><td><input type="checkbox"/></td><td><input type="checkbox"/></td><td><input type="checkbox"/></td><td><input type="checkbox"/></td><td></td></tr> <tr><td></td><td><input type="checkbox"/></td><td><input type="checkbox"/></td><td><input type="checkbox"/></td><td><input type="checkbox"/></td><td><input type="checkbox"/></td><td><input type="checkbox"/></td><td></td></tr> <tr><td></td><td><input type="checkbox"/></td><td><input type="checkbox"/></td><td><input type="checkbox"/></td><td><input type="checkbox"/></td><td><input type="checkbox"/></td><td><input type="checkbox"/></td><td></td></tr> </tbody> </table>							Pays	Gestion de l'espèce ¹	Gestion des habitats ²	Utilisation durable	Application des lois	Moyens de subsistance	Autre (à spécifier)	Détails (veuillez fournir davantage d'information en annexe, si nécessaire)		<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>			<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>			<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>			<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>			<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>			<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Pays	Gestion de l'espèce ¹	Gestion des habitats ²	Utilisation durable	Application des lois	Moyens de subsistance	Autre (à spécifier)	Détails (veuillez fournir davantage d'information en annexe, si nécessaire)																																																							
	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>																																																								
	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>																																																								
	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>																																																								
	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>																																																								
	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>																																																								
	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>																																																								

Objectif 3.2 La sensibilisation au rôle et au but de la CITES a augmenté au niveau mondial.
 Objectif d'Aichi 1, Objectif 4, Objectif 12 et Objectif 18.

Indicateur 3.2.1: Le nombre de Parties ayant participé à des activités de sensibilisation à la CITES pour mieux faire connaître les obligations découlant de la Convention au grand public et aux groupes d'utilisateurs pertinents.

3.2.1a	<p>Les autorités CITES ont-elles participé à l'une des activités suivantes pour mieux faire connaître les obligations découlant de la Convention au grand public et aux groupes d'utilisateurs pertinents?</p>															
		<table border="1"> <thead> <tr> <th></th> <th>Grand public</th> <th>Groupes d'utilisateurs pertinents</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>– Conférences de presse</td> <td><input type="checkbox"/></td> <td><input type="checkbox"/></td> </tr> <tr> <td>– Communiqués de presse</td> <td><input checked="" type="checkbox"/></td> <td><input checked="" type="checkbox"/></td> </tr> <tr> <td>– Articles de journaux, brochures, dépliants</td> <td><input checked="" type="checkbox"/></td> <td><input type="checkbox"/></td> </tr> <tr> <td>– Interventions à la télévision</td> <td><input checked="" type="checkbox"/></td> <td><input type="checkbox"/></td> </tr> </tbody> </table>		Grand public	Groupes d'utilisateurs pertinents	– Conférences de presse	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	– Communiqués de presse	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	– Articles de journaux, brochures, dépliants	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	– Interventions à la télévision	<input checked="" type="checkbox"/>
	Grand public	Groupes d'utilisateurs pertinents														
– Conférences de presse	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>														
– Communiqués de presse	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>														
– Articles de journaux, brochures, dépliants	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>														
– Interventions à la télévision	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>														

¹ Utiliser la colonne de la conservation des espèces pour le travail directement lié aux espèces – par exemple, les situations des populations, les programmes éducatifs, la résolution des conflits, etc.

² Utiliser la colonne de la conservation de l'habitat pour le travail qui soutient indirectement la conservation des espèces – par exemple, la gestion des habitats, le développement de cadres de politiques pour la gestion des terres, etc.

- | | | |
|---|-------------------------------------|--------------------------|
| - Interventions à la radio | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| - Présentations | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| - Consultations au public/ réunions | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| - Études de marché | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| - Expositions | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| - Information aux frontières | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| - Ligne téléphonique spéciale | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| - Site(s) web – si oui, fournir le(s) lien(s) | <input checked="" type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |

La douane française a développé une information fournie sur son site internet, à destination des particuliers et professionnels. Il y a deux types de contenus :

1- Les informations mis à la disposition du public / usagers

<https://www.douane.gouv.fr/demarche/importer-des-specimens-cites>

<https://www.douane.gouv.fr/demarche/vous-voyagez-avec-des-specimens-protectes-cites>

<https://www.douane.gouv.fr/demarche/exporter-des-specimens-cites>

<https://www.douane.gouv.fr/demarche/transporter-des-specimens-cites-au-sein-du-territoire-de-lunion-europeenne>

<https://www.douane.gouv.fr/demarche/vous-voyagez-avec-un-animal-de-compagnie-autre-que-carnivore-domestique-ou-oiseau-jusqua-5>

<https://www.douane.gouv.fr/demarche/vous-voyagez-avec-un-oiseau-de-compagnie-jusqua-5-specimens>

<https://www.douane.gouv.fr/demarche/vous-rapportez-des-vegetaux-fruits-et-legumes-en-provenance-dun-pays-non-membre-de-lunion>

<https://www.douane.gouv.fr/demarche/vous-voyagez-avec-un-chien-chat-ou-furet>

<https://www.douane.gouv.fr/fiche/envois-de-marchandises-sanitaires-et-phytosanitaires-et-legislation-alimentaire>

<https://www.douane.gouv.fr/fiche/brexit-les-animaux-de-compagnie-quels-criteres-et-formalites-pour-voyager>

<https://www.douane.gouv.fr/fiche/especes-de-la-faune-et-de-la-flore-sauvages-menacees-dextinction>

<https://www.douane.gouv.fr/actualites/presentation-des-resultats-2020-de-la-douane>

<https://www.douane.gouv.fr/actualites/presentation-des-resultats-2019-de-la-douane>

<https://www.douane.gouv.fr/actualites/presentation-des-resultats-2018-de-la-douane>

2- Informations sur les principales saisies illégales dans le cadre de la lutte contre la fraude

<https://www.douane.gouv.fr/actualites/saisie-de-7-kilogrammes-de-civelles-vivantes-par-les-douaniers-damiens-et-loffice>

<https://www.douane.gouv.fr/actualites/saisie-de-pres-de-91-kilos-de-civelles>

<https://www.douane.gouv.fr/actualites/les-douaniers-de-marseille-decouvrent-un-lionceau-dans-un-garage>

<https://www.douane.gouv.fr/actualites/operation-de-destruction-symbolique-de-cornes-de-rhinoceros>

<https://www.douane.gouv.fr/actualites/saisie-de-30-especes-protégees-au-cours-de-loperation-thunderstorm>

<https://www.douane.gouv.fr/actualites/saisie-record-dune-demi-tonne-decailles-de-carapaces-de-tortues-protégees-roissy>

<https://www.douane.gouv.fr/actualites/saisie-roissy-de-369-cactus-protéges-et-menaces-dextinction>

<https://www.douane.gouv.fr/actualites/saisie-de-2000-hippocampes-dans-des-colis-postaux>

<https://www.douane.gouv.fr/actualites/remise-de-six-grands-fauves-et-un-crocodile-au-museum-national-dhistoire-naturelle>

Autre (à spécifier)



Veillez joindre des copies de tout point ou décrire des exemples

Communiqués de presse DGDDI :

-Juin 2018 : communiqué de presse de la douane sur « [Pythons, boa, crânes de babouins, ivoire, végétaux, coraux ... : la douane saisit 30 espèces protégées au cours de l'opération EUROPOL/OMD«Thunderstorm](#) » ;

-Septembre 2019 : communiqué de presse de la direction régionale de Dunkerque : « [Les douaniers de Dunkerque sauvent un jeune phoque](#) » ;

-Novembre 2019 : [Communiqué de presse de EUROPOL sur la saisie de 5 tonnes de civelles](#) ;

-Décembre 2019 : communiqué de presse de la direction interrégionale des douanes d'Auvergne-Rhône-Alpes : « [Les douaniers d'Auvergne-Rhône-Alpes saisissent chaque mois plusieurs spécimens d'espèces protégées par la Convention de Washington](#) » ;

-Mars 2020 : communiqué de presse de la direction régionale d'Amiens : [Saisie de 7 kilogrammes de civelles vivantes par les douaniers d'Amiens et l'Office Français de la Biodiversité](#) ;

-Avril 2021 : communiqué de presse de la direction régionale d'Amiens : « [Le zoo d'Amiens et la direction des douanes d'Amiens](#) »

s'engagent contre le trafic animal. Dans le cadre de la lutte contre le trafic animalier, la direction des douanes d'Amiens a remis le jeudi 1er avril 2021, des articles issus de ce trafic au parc zoologique ».

Articles de journaux, dépliants, brochures :

-Avril 2019 : article de l'hebdomadaire l'EXPRESS sur « la civelle, l'or blanc des braconniers français » avec participation d'un agent de la direction nationale du renseignement et des enquêtes douanières (DNRED).

-Novembre 2019 : Plan de communication régional de la direction régionale des douanes de Bordeaux sur les actions et le rôle de la douane en matière de protection des civelles

-Avril 2020 : article du Monde sur « Sur la piste de la Pangolin Connection ». Article réalisé sur la base d'information documentaires adressées par la douane ;

Interventions à la télévision DGDDI :

-Novembre 2019 : Reportage de France 5 pour l'émission « Le Doc du Dimanche » avec participation de la direction régionale de Bordeaux ;

-Février 2021 : reportage télévisé (TF1 pour le journal télévisé de 20h) sur « les civelles, un incroyable trafic » avec participation des services douaniers de Roissy.

Présentations DGDDI :

-Septembre 2019 : Journées Européennes du Patrimoine, ministère de l'économie, des finances et de la relance (Bercy), présentation par la douane de ses actions et son rôle en matière de protection des espèces et de la Convention dite de Washington (CITES).

Information aux frontières DGDDI :

Campagne annuelle « Voyagez tranquille »

Rappel des règles strictes à respecter en matière d'importation d'espèces: <https://www.douane.gouv.fr/dossier/voyagez-en-toute-tranquillite>

Campagne de sensibilisation DOUANE – Aéroport de Paris (Août 2019): <https://www.youtube.com/watch?v=nJ7dMjRdhlQ>

Pour l'Autorité Scientifique : <http://www.patrinat.fr>

Indicateur 3.2.2 Le nombre de visites sur le site web de la CITES.

3.2.2a	<p>À quelle fréquence vos autorités visitent-elles le site web de la CITES?</p> <p>Veillez cocher les cases indiquant l'utilisation la plus fréquente (si nécessaire, décidez d'une moyenne parmi le personnel).</p> <p>Groupe ciblé</p> <p>Personnel de l'organe de gestion</p>	Quotidienne	Hebdomadaire	Mensuelle	Moins fréquemment	Non connue
		<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

	Personnel de l'autorité scientifique	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Personnel de lutte contre la fraude	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
3.2.2b	Quelle a été votre expérience en utilisant le site web de la CITES?	Excellente <input type="checkbox"/> Bonne <input checked="" type="checkbox"/> Moyenne <input type="checkbox"/> Mauvaise <input type="checkbox"/> Très mauvaise <input type="checkbox"/> Pas d'information <input type="checkbox"/>				
	Autres commentaires sur le site web de la CITES? (c.-à-d. les aspects utiles, les difficultés rencontrées, quelles autorités estiment quelles fonctions ou quels outils les plus utiles, ce qui fait défaut, etc.): Les traductions françaises font parfois défaut.					

Indicateur 3.2.3 Le nombre de Parties ayant des pages web consacrées à la CITES et à ses obligations.

Une question relative à cet indicateur se trouve dans la question 3.2.1a.

Objectif 3.3 La coopération avec les organisations internationales pour l'environnement, le commerce et le développement est renforcée.

Indicateur 3.3.1 Le nombre de Parties indiquant avoir atteint la synergie dans leur application de la CITES, d'autres conventions relatives à la biodiversité et autres accords multilatéraux pertinents sur l'environnement, le commerce et le développement.

3.3.1a	<p>Des mesures ont-elles été prises pour assurer la coordination et réduire le dédoublement des activités entre les autorités nationales CITES et les points focaux nationaux d'autres accords multilatéraux sur l'environnement (p. ex., les autres conventions relatives à la biodiversité: CDB, CMS, Traité international sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture, Ramsar, Convention du patrimoine mondial¹) auxquels le pays est Partie?</p> <p>Si Oui, veuillez décrire brièvement</p> <p style="background-color: #00FFFF;">Des réunions entre les points focaux répartis dans les différents ministères sont régulièrement organisées.</p>	<p>oui <input checked="" type="checkbox"/></p> <p>non <input type="checkbox"/></p> <p>pas d'information <input type="checkbox"/></p>
--------	---	--

Indicateur 3.3.2: Le nombre de projets sur la conservation de la diversité biologique ou l'utilisation durable, les objectifs de commerce et de développement, ou de programmes scientifiques et techniques intégrant les obligations de la CITES.

3.3.2a	À combien de projets internationaux tenant compte de questions relevant de la CITES votre pays a-t-il contribué?		
3.3.2b	En plus de 3.2.2a, combien de projets de niveau national votre pays a-t-il mis en œuvre qui tiennent compte de questions relevant de la CITES?		
3.3.2c	Des efforts ont-ils été déployés à l'échelon national pour que votre/vos organe(s) de gestion ou autorité(s) scientifique(s) CITES collaborent avec:	oui	non
	Les organismes de développement?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Les organismes du commerce?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Les autorités provinciales, d'État ou territoriales?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Les autorités locales ou les collectivités?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Les peuples autochtones ou les communautés locales?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
	Les associations privées, commerciales et autres?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	ONG? Autres: veuillez préciser	<input checked="" type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
3.3.2d	Les obligations CITES sont-elles intégrées dans:	oui	non
	Les stratégies nationales et locales de développement?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
	Les stratégies nationales et locales de réduction de la pauvreté?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
	Les processus de planification?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
	La comptabilité nationale?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>

¹ CBD = Convention sur la diversité biologique; CMS = Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage; Ramsar = Convention relative aux zones humides d'importance internationale, particulièrement comme habitats des oiseaux d'eau.

Indicateur 3.3.3: Le nombre de Parties coopérant / collaborant avec des organisations intergouvernementales et non gouvernementales pour participer à et/ou financer des ateliers CITES et autres activités de formation et renforcement des capacités.

3.3.3a	Un financement visant à faciliter les ateliers CITES, la formation et autres activités de renforcement des capacités a-t-il été fourni à / reçu de:	Cochez tout ce qui s'applique	Quelles organisations?
	Organisations intergouvernementales?	<input checked="" type="checkbox"/>	ICCWC Fonds pour l'Elephant d'Afrique
	Organisations non gouvernementales?	<input checked="" type="checkbox"/>	ONG Robins des bois UICN

Objectif 3.4 La contribution de la CITES aux objectifs du Millénaire pour le développement pertinents, aux buts de développement durable fixés par le SMDD, au *Plan stratégique pour la diversité biologique 2011-2020* et aux *Objectifs d'Aichi pour la biodiversité* pertinents, ainsi qu'aux résultats pertinents de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable est renforcée en veillant à ce que le commerce international de la faune et de la flore sauvages soit pratiqué à un niveau durable.

Cet objectif peut aussi être évalué par différents moyens autres que le format de rapport, y compris par des mesures prises pour appliquer de nombreuses résolutions et décisions CITES.

[Objectif d'Aichi 1](#), [Objectif 2](#), [Objectif 3](#), [Objectif 4](#), [Objectif 5](#), [Objectif 6](#), [Objectif 7](#), [Objectif 12](#), [Objectif 14](#), [Objectif 17](#), [Objectif 18](#) et [Objectif 19](#).

Indicateur 3.4.1: L'état de conservation des espèces inscrites aux annexes CITES s'est stabilisé ou amélioré.

3.4.1a	Avez-vous des données qui montrent que l'état de conservation d'espèces présentes à l'état sauvage dans votre pays, inscrites aux annexes de la CITES s'est stabilisé ou amélioré?			
		oui	non	Non applicable
	Annexe I	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
	Annexe II	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
	Annexe III	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
	S'il existe des études de ce type que vous souhaitez partager, veuillez fournir:			
	Nom de l'espèce (scientifique)	Un lien vers les données, ou un bref résumé		
3.4.1b	Avez-vous des exemples précis de réussites ou de problèmes émergents pour l'une ou l'autre des espèces CITES énumérées?	oui	non	<input type="checkbox"/>
		pas d'information		<input checked="" type="checkbox"/>
	Si Oui, veuillez donner des détails			<input type="checkbox"/>

Indicateur 3.4.2: Le nombre de Parties tenant compte de la CITES dans leur Stratégie nationale et plan d'action pour la biodiversité (SNPAB).

3.4.2a	La CITES a-t-elle été intégrée dans la Stratégie et plan d'action nationaux pour la diversité biologique (NBSAP en anglais) de votre pays?	oui <input checked="" type="checkbox"/>	non <input type="checkbox"/>	pas d'information <input type="checkbox"/>
3.4.2b	Avez-vous réussi à obtenir des fonds du Fonds pour l'environnement mondial (FEM) ou d'autres sources, pour soutenir les aspects relatifs à la CITES dans la mise en œuvre de SNPAB?	oui <input type="checkbox"/>	non <input type="checkbox"/>	pas d'information <input type="checkbox"/>

Objectif 3.5 Les Parties et le Secrétariat coopèrent, comme approprié, avec les autres organisations et accords internationaux traitant des ressources naturelles, afin de parvenir à une approche cohérente et concertée aux espèces pouvant être menacées d'extinction par un commerce non durable, y compris celles qui sont exploitées commercialement.
[Objectif d'Aichi 2](#), [Objectif 4](#), [Objectif 5](#), [Objectif 6](#), [Objectif 7](#), [Objectif 10](#), [Objectif 12](#), [Objectif 14](#) et [Objectif 19](#).

Indicateur 3.5.1: Le nombre d'actions concertées, prises dans le cadre d'accords bilatéraux ou multilatéraux établis, pour empêcher l'exploitation non durable d'espèces par le commerce international.

3.5.1a	Votre pays a-t-il pris des mesures, dans le cadre d'accords bilatéraux ou multilatéraux établis autres que la CITES pour empêcher l'exploitation non durable d'espèces par le commerce international? Si Oui, veuillez donner des détails	oui <input type="checkbox"/>	non <input type="checkbox"/>	pas d'information <input type="checkbox"/>
--------	--	------------------------------	------------------------------	--

Indicateur 3.5.2 Le nombre de fois que d'autres organisations et accords internationaux pertinents traitant des ressources naturelles sont consultés sur des questions touchant aux espèces faisant l'objet d'un commerce non durable.

3.5.2a		Une fois	2-5 fois	6-20 fois	Plus de 20 fois	Aucune consultation	Commentaire facultatif: quelles organisations ont été consultées et sur quelles questions
	Organe(s) de gestion?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Ces consultations passent généralement par la Commission européenne
	Autorité(s) scientifique(s)?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Ces consultations passent généralement par la Commission européenne
	Autorité(s) de lutte contre la fraude?	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	

Commentaires généraux

Veillez joindre tous autres commentaires, y compris au sujet du présent format.

À fournir		
Copie du texte complet de la législation CITES si modifiée	Ci-incluse	<input checked="" type="checkbox"/>
Lien(s) web	Non disponible	<input type="checkbox"/>
https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/?uri=CELEX:01997R0338-20200101	Jointe précédemment	<input type="checkbox"/>
Veillez faire la liste de tout matériel annexé au rapport, p. ex., barème des tarifs, matériel de sensibilisation, etc.:		
Votre pays a-t-il rencontré des obstacles dans l'application de la Convention et pouvant requérir de l'attention ou de l'aide?	oui	<input type="checkbox"/>
	non	<input checked="" type="checkbox"/>
	pas d'information	<input type="checkbox"/>
Si Oui, veuillez décrire l'obstacle et le type d'attention ou d'aide demandé.		
Y a-t-il des exemples de bonnes pratiques que vous souhaiteriez partager avec d'autres Parties?	oui	<input type="checkbox"/>
	non	<input checked="" type="checkbox"/>
	pas d'information	<input type="checkbox"/>
Si Oui, veuillez donner des détails/liens:		
De quelle manière ce format de rapport pourrait-il être amélioré?		

Nous vous remercions d'avoir complété ce Rapport. Veuillez ne pas oublier de joindre les fichiers pertinents auxquels vous faites référence dans ce rapport lorsque vous le soumettez au Secrétariat.